



Commission
européenne

PANORAMA

ÉTÉ 2018 / N° 65

RENDRE L'EUROPE
PLUS INTELLIGENTE
ET PLUS VERTE
APRÈS 2020



UNE BONNE
GOUVERNANCE
POUR LA POLITIQUE
DE COHÉSION



Politique de cohésion: se projeter dans un avenir intelligent

Politique
régionale
et urbaine

PANORAMA

Dans cette édition...

L'édition estivale du magazine *Panorama* se tourne résolument vers l'avenir et examine le budget proposé par la Commission européenne pour la période de financement 2021-2027. Outre un article introductif qui présente les propositions émises et la manière dont elles entendent réformer la politique de cohésion, nous vous proposons un entretien exclusif avec la commissaire Crețu qui en résume les principaux développements et leur raison d'être, ainsi qu'une série de premières réactions émanant de plusieurs parties prenantes au niveau européen.

Notre article régional sera consacré à l'Irlande, qui célèbre actuellement sa 45^e année en tant qu'État membre de l'UE. Un entretien avec le ministre des dépenses publiques Paschal Donohoe et une sélection de projets illustreront comment le financement du FEDER a contribué à faire de l'Irlande un pays plus innovant et plus compétitif.

Nous dévoilerons également la liste des 21 finalistes des prix RegioStars de cette année, et présenterons les thèmes et les détails de la prochaine Semaine européenne des régions et

des villes, qui se tiendra à Bruxelles début octobre. Pour célébrer l'Année européenne du patrimoine culturel, nous explorerons plusieurs projets financés par le FEDER, en lien avec le patrimoine culturel, et notre section «Photographié» illustrera l'innovation en Pologne. Nous ferons un point sur la récente conférence sur la bonne gouvernance, nous nous intéresserons à la grande diversité des initiatives qui contribuent au renforcement des capacités administratives de l'UE, et nous poursuivrons l'aventure aux côtés de nos jeunes stars européennes des réseaux sociaux qui traversent le continent dans le cadre du projet «Road Trip» de l'UE. Dans la section «Projets», nous visiterons l'Italie, la France et la Bulgarie.



AGNÈS MONFRET

*Chef de l'unité chargée de la communication,
Direction générale de la politique régionale et urbaine,
Commission européenne*

Photo de couverture: Professeur Valeria Nicolosi © Trinity College Dublin



04



28



32



44

ÉDITORIAL.....	3	UNE HISTOIRE D'INVESTISSEMENT RÉGIONAL.....	42
EN ATTENDANT LA SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES 2018	4	PLEINS FEUX SUR LA BONNE GOUVERNANCE.....	44
PRÉSENTATION DES FINALISTES DES PRIX REGIOSTARS.....	5	PHOTOGRAPHIÉ EN POLOGNE.....	50
ENTRETIEN AVEC LA COMMISSAIRE.....	10	LE PATRIMOINE CULTUREL.....	52
RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION APRÈS 2020.....	12	COHESIFY: LES RÉSULTATS SONT CONNUS.....	56
DE JEUNES EUROPÉENS TRAVERSENT LE CONTINENT	28	PROJETS EN BULGARIE, EN ITALIE ET EN FRANCE.....	60
LES AVANCÉES DE L'IRLANDE EN MATIÈRE D'INNOVATION.....	32	PROGRAMME.....	63

ÉDITORIAL

En présentant ses propositions le 29 mai, la Commission a posé les bases d'une nouvelle politique de cohésion. Avec un budget de 373 milliards d'EUR à répartir sur sept ans, la politique de cohésion reste la plus importante politique d'investissement de l'Europe, malgré l'écart budgétaire entraîné par le *Brexit* et l'émergence de nouveaux défis.

Je suis ravie de pouvoir dire que les investissements de la politique de cohésion profiteront à toutes les régions de l'UE. Ils leur permettront de mettre en œuvre nos priorités européennes communes, en démontrant notre solidarité dans chaque recoin du continent et en aidant chaque région, chaque ville, chaque région frontalière à saisir les opportunités offertes par le plus grand marché intérieur du monde.

La politique de cohésion de demain entend parvenir à une Europe plus intelligente, plus forte et plus attentive grâce à des investissements modernes qui privilégient non seulement une transition industrielle intelligente pour répondre aux défis de notre économie mondiale, mais aussi une croissance verte et la transition vers une économie sobre en carbone. En parallèle, nous continuons à défendre une Europe plus sociale et plus connectée, plus proche des citoyens.

Les priorités de la nouvelle politique de cohésion ciblent les régions qui comptent le plus sur nos investissements: celles qui sont toujours confrontées à de faibles revenus ou à un taux de chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, et celles qui doivent faire face au problème de la migration.

Enfin, en ce qui concerne les opportunités, nous irons plus loin encore pour dépasser les frontières internes de l'UE en encourageant les investissements innovants entre les régions, en se concentrant davantage sur la coopération institutionnelle, et en investissant dans les services communs d'intérêt public.



Dans le même temps, les villes resteront au cœur de la politique de cohésion grâce à une nouvelle initiative urbaine européenne et à une enveloppe minimale de 6% des ressources du Fonds européen de développement régional qui leur est consacrée.

Nous proposons ainsi un équilibre subtil entre la continuité et le besoin de réformes. Nous avons conservé les éléments qui fonctionnaient tout en les simplifiant et en les rendant plus opérationnels.

En réalité, en recourant à différentes mesures, telles que la simplification de la programmation et des outils territoriaux, la fin des procédures de désignation, le principe de l'audit unique et l'absence de procédure spécifique pour les grands projets, nous pourrions obtenir des résultats bien plus rapidement. Pour ce faire, il s'agira de s'en remettre à l'expérience des autorités et de réduire la bureaucratie et non les responsabilités. En bref, augmenter les résultats et renforcer l'appropriation.

Néanmoins, grâce à ses millions de projets répartis sur notre continent et à ses résultats concrets en termes d'emplois, d'internet plus rapide ou d'eau potable de meilleure qualité, la politique de cohésion représente notre meilleur atout pour permettre aux citoyens de se sentir intégrés au projet européen. Face aux nouveaux défis, et dans le contexte de l'accélération de la reprise économique, nous devons investir dans notre avenir commun, pour le bien de nos régions et de nos enfants. ■

CORINA CREȚU

Commissaire européenne en charge de la politique régionale



Semaine européenne des régions et des villes 2018

Cette année, la 16^e Semaine européenne des régions et des villes se tiendra du 8 au 11 octobre à Bruxelles, Belgique, et devrait attirer quelque 6 000 participants, en plus des intervenants et des journalistes. Elle proposera non seulement des ateliers, 150 sessions de travail, des expositions et des activités de mise en réseau à Bruxelles, mais aussi des événements locaux dans l'ensemble de l'Europe entre septembre et décembre 2018.

La Semaine européenne des régions et des villes est l'événement annuel incontournable pour les autorités régionales et locales. Organisée par le Comité européen des régions (CdR) et la direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO) de la Commission européenne, elle sert aujourd'hui de plateforme unique de communication et de mise en réseau des parties prenantes de la politique régionale, en attirant les régions et les villes de toute l'Europe et au-delà.

L'événement entend rassembler les représentants et les décideurs politiques, les experts et les praticiens de la politique régionale, sans oublier les parties prenantes et les médias, afin d'aborder les défis communs rencontrés par les régions et les villes européennes et trouver d'éventuelles solutions.



Comprendre l'avenir

En 2018, la politique de cohésion fêtera son 30^e anniversaire dans le contexte des discussions intensives relatives aux futures priorités de l'UE et à son prochain budget pluriannuel qui couvre la période 2021-2027. La plateforme offerte par la Semaine européenne des régions et des villes permet également aux personnes en charge de la mise en œuvre de la politique de cohésion de l'UE et de la gestion de ses instruments financiers d'aborder le renforcement des capacités et la coopération, et d'échanger des expériences et des bonnes pratiques. Cet événement s'intéressera ainsi à l'avenir de la politique dans un contexte plus large, en incluant les dernières recherches et le regard que des pays tiers et des organisations internationales portent sur elle.

Les débats organisés cette année durant l'événement porteront sur les principaux enjeux politiques de l'UE: la proposition relative au prochain cadre financier pluriannuel (CFP) et aux instruments législatifs sous-jacents, que la Commission a soumise en mai 2018, et les élections du Parlement européen.

Durant cette semaine, le Comité européen des régions adoptera son avis sur l'avenir de l'Europe, et son président prononcera un discours sur l'état de l'Union à cette occasion.

L'événement s'articulera autour d'un thème principal **«Pour une politique de cohésion de l'UE forte après 2020»** qui servira de fil conducteur aux régions et aux villes. Elles pourront partager leurs opinions sur le budget pluriannuel de l'UE ainsi que sur les propositions législatives qui en découleront, à savoir, la politique de cohésion et le développement rural, et l'avenir de l'Europe dans une perspective régionale et locale.

Cet événement annuel est incontournable pour démontrer que la politique de cohésion améliore réellement et concrètement la vie des Européens, et pour réitérer l'importance d'une politique de cohésion forte.

Investir dans la politique de cohésion après 2020

Les discussions prévues durant cette semaine aborderont la nécessité de disposer d'une politique de cohésion forte après 2020 pour surmonter les obstacles structurels, favoriser le capital humain et améliorer la qualité de vie. Différents sujets seront traités: la croissance et le développement régional, la compréhension et la gestion des impacts territoriaux de la mondialisation et de la transformation numérique, la dimension régionale du changement climatique et de la transition énergétique, ainsi que le développement territorial intégré, des stratégies régionales et locales efficaces axées sur les jeunes, l'intégration des migrants et l'exclusion sociale. Compte tenu du débat relatif à la réforme de l'UE, les défis de la politique de cohésion liés à la gouvernance devraient également être pris en considération. ■

Les inscriptions à la Semaine européenne des régions et des villes débutent le 9 juillet 2018. Visitez le site web de l'événement pour de plus amples informations, et découvrez le programme détaillé ainsi que les événements locaux connexes: www.regions-and-cities.europa.eu

REGIOSTARS

2 0 1 8



Prix RegioStars 2018: récompenser les modèles de réussite régionaux

Cette année, le jury d'experts qui décernera les prix RegioStars a sélectionné 21 finalistes répartis dans cinq catégories reflétant les projets régionaux les plus remarquables d'Europe. Les prix seront remis aux lauréats le 9 octobre au cours de la Semaine européenne des régions et des villes 2018.

REGIOSTARS 2018

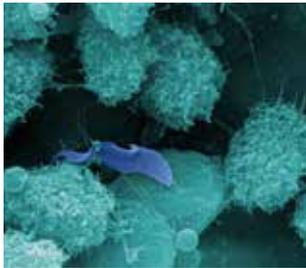
Les catégories de prix pour 2018 sont les suivantes:

- SOUTENIR UNE TRANSITION INDUSTRIELLE INTELLIGENTE
- PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE GRÂCE À DE FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE
- CRÉER UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS
- RELEVER LES DÉFIS MIGRATOIRES
- THÈME DE L'ANNÉE 2018: INVESTIR DANS LE PATRIMOINE CULTUREL



LES FINALISTES

SOUTENIR UNE TRANSITION INDUSTRIELLE INTELLIGENTE



Le Centre de microscopie et d'imagerie moléculaire: Wallonie, Belgique (FEDER)

Le CMMI est une plateforme d'imagerie préclinique intégrée qui fournit des services aux universités et aux entreprises afin de les aider à développer le secteur des sciences de la vie de Wallonie. En tant que centre de recherche, plateforme technologique associée à l'industrie et prestataire de formation, il stimule la croissance économique de la région et améliore son image. <http://www.biopark.be>

Instalação do i3S (Installation i3S): Région Nord, Portugal (FEDER)

Trois centres portugais de renommée ont uni leurs forces pour créer le plus grand centre de recherche national en matière de santé publique dans le secteur des sciences de la santé et des technologies médicales. Le pôle i3S regroupe ainsi l'expertise dans la recherche fondamentale, translationnelle et clinique sur les problèmes de santé complexes, et propose une formation avancée et une meilleure interaction avec les entreprises et les hôpitaux afin d'améliorer la santé et la qualité de vie des citoyens.

<https://www.i3s.up.pt/>



RE-CEREAL: Italie et Autriche (FEDER)

L'objectif du projet Re-Vitalizing Minor and Pseudo-Cereals consiste à réintroduire dans les régions alpines des cultures résilientes de sarrasin, de millet et d'avoine à haute valeur nutritive et économes en apports, qui sont encouragées pour servir de base à une alimentation saine et durable. <https://www.re-cereal.com/en/>

Advanced Sustainable Manufacturing Technologies: Galles Ouest et les Vallées, Royaume-Uni (FEDER)

Alliance entre toutes les universités galloises, ASTUTE a été mis en place pour stimuler la croissance économique et la viabilité environnementale grâce à l'industrie et à l'application de technologies de fabrication durables et avancées. Plus de 300 entreprises ont participé à plus de 150 projets collaboratifs entre les industries et les universités, afin de favoriser leur expansion et entraîner d'importantes répercussions socio-économiques.

www.astutewales.com



Centre de services partagés et commerciaux (CNSP): Région Centre, Portugal (FEDER)

En encourageant l'innovation locale et l'investissement, le CNSP a attiré 14 technologies de l'information et de la communication destinées aux entreprises de formation, et a créé 500 emplois hautement qualifiés dans une ville rurale. Il a également permis la création de 68 jeunes entreprises et soutenu plus de 200 projets financés par le secteur privé grâce à ses investissements dans la recherche et le développement et à son initiative en faveur de la reconversion professionnelle et des compétences numériques.

www.cm-fundao.pt

PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE GRÂCE À DE FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

Interreg Sudoe ClimACT: Région SUDOE, Portugal, Espagne, France et Gibraltar (FEDER)

ClimACT encourage une économie sobre en carbone dans les écoles en intégrant des approches complémentaires telles que l'efficacité énergétique, le transport durable, les marchés publics écologiques, la conservation des ressources et le changement de comportement. À cette fin, il a élaboré des outils pédagogiques et d'aide à la décision, de nouveaux modèles commerciaux et un réseau thématique.

<https://tecnico.ulisboa.pt/en/>



SAVEMYBIKE: Toscane, Italie (FEDER)

Ce projet recourt à un «jeu socialement enrichissant» destiné à encourager l'adoption d'habitudes durables en matière de mobilité et à réduire les vols de vélos privés ou en libre service. Il repose sur une plateforme en open source et une application appelée GOOD_GO et propose un système de mobilité à la demande (MaaS, Mobility as a Service).

www.tages.it

Plateforme de démonstration pour le recyclage des fibres textiles: Helsinki-Uusimaa, Finlande: (FEDER)

Afin de révolutionner l'industrie textile en «transformant les sites de collecte des déchets en champs de coton durables», la plateforme propose de nouvelles solutions pour recycler les déchets textiles en coton de mauvaise qualité après consommation et les transformer en fibres de bonne qualité. Ce projet renforcera le pôle scientifique et d'innovation de la région en créant un écosystème de commercialisation ayant un impact mondial.

www.vttresearch.com



Des batteries pour l'avenir: Thuringe, Allemagne (FEDER et FSE)

L'objectif de la politique énergétique de l'UE de parvenir à un approvisionnement fiable d'énergie sûre, abordable et verte pour tous les citoyens nécessitera d'augmenter la part des énergies renouvelables du futur bouquet énergétique. Pour ce faire, le projet devra surmonter les fluctuations de la production d'électricité dues au caractère volatil des énergies renouvelables en mettant au point des technologies de batterie basées sur des matériaux polymères répandus.

www.ceec.uni-jena.de

CRÉER UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS



La santé avant tout: Voïvodie de Varmie-Mazurie, Pologne, et région de Kaliningrad, Russie (FEDER)

En développant la coopération entre ces deux régions, l'objectif consiste à améliorer la santé des habitants, encourager une alimentation saine et favoriser l'accès aux services médicaux dans les zones rurales et les petites villes. Parmi les actions proposées figurent une campagne de prévention, des examens médicaux et la rénovation ou l'achat de nouveaux équipements destinés aux centres médicaux et aux écoles de médecine.

www.gminaketrzyn.pl

Logements sociaux dans la ville d'Ostrava: Région de Moravie-Silésie, République tchèque (FSE)

Ostrava entend offrir une situation stable aux familles confrontées à des conditions sociales et économiques difficiles grâce à un projet qui sert de base à un nouveau système de logements sociaux et qui propose des activités essentielles liées à l'inclusion.

http://www.ostrava.cz/en?set_language=en



KASTELO: Région Nord, Portugal (FEDER)

KASTELO, la première unité de soins pédiatriques continus et palliatifs de la péninsule ibérique, réduit le temps passé à l'hôpital et permet à l'enfant et à sa famille d'accéder à diverses ressources au cours des différentes étapes de la maladie. Le soutien proposé garantit la continuité des soins spécialisés et l'optimisation des ressources.

<http://www.nomeiodonada.pt/>

ReproUnion: Région de l'Öresund, Danemark et Suède (FEDER)

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, 15 à 20% des couples sont confrontés à l'infertilité, ce qui représente un sérieux problème médical et social. Le consortium de ce projet de recherche et d'innovation unique «triple hélice» entend devenir un leader mondial dans la lutte contre l'infertilité en proposant de nouvelles stratégies de prévention et des traitements plus efficaces.

www.repronunion.eu



La garantie pour la jeunesse: Lettonie (FSE)

Le manque d'expérience et un faible niveau d'enseignement constituent souvent des obstacles pour les jeunes demandeurs d'emploi qui les empêchent de gagner plus que le salaire minimal. Ce projet tente d'aborder ces problèmes en fournissant la formation professionnelle dont ils ont besoin pour trouver un bon emploi et réussir dans la vie.

www.viaa.gov.lv

RELEVER LES DÉFIS MIGRATOIRES



Centres médicaux et sociaux intégrés: Bruxelles, Belgique (FEDER)

Deux nouveaux centres médicaux et de services sociaux intégrés proposent une aide sociale, des soins de santé mentale et des soins de santé de base en ciblant les groupes vulnérables, notamment les migrants. En outre, une équipe mobile, qui se déplace à bord d'un médibus, sensibilise et propose des consultations sociales dans certains services de soins primaires, en défendant le droit des migrants aux soins de santé.

www.erdf.brussels

Insertion professionnelle et inclusion sociale des réfugiés: Murcie, Espagne (FSE)

Ce projet offre une réponse immédiate, coordonnée et égalitaire pour permettre l'intégration sociale des réfugiés qui font face à certaines difficultés extrêmes dans la région. La stratégie comprend des mesures à moyen et long termes qui privilégient la coordination, le profilage, le soutien et la sensibilisation des institutions communautaires locales, des ONG et du secteur économique.

www.sefcarm.es



THÈME DE L'ANNÉE 2018: INVESTIR DANS LE PATRIMOINE CULTUREL



Les tourbières hautes – une zone unique en Europe: Nowosądecki et Żilinsky kraj, Pologne (FEDER)

Les musées de la tourbière aménagés dans deux installations du patrimoine culturel proposent aux visiteurs une carte multimédia, des expériences et des simulateurs tout au long d'un parcours qui leur fera découvrir les aspects naturels et culturels des tourbières des régions frontalières de la Pologne.

<http://www.muzeumplsk.eu>

Musée du patrimoine de Vista Alegre: Région Centre, Portugal (FEDER)

Le projet entend redonner vie à l'histoire bicentenaire et mondiale de la porcelaine en réindustrialisant l'entreprise et en attirant les touristes au Musée de Vista Alegre et dans ses sites avoisinants, qui comprennent un théâtre, une usine, une chapelle et un hôtel.

www.cm-ilhavo.pt



Iron-Age-Danube: Autriche, Croatie, Hongrie, Slovaquie et Slovénie (FEDER)

Ce projet, qui regroupe des partenaires issus de cinq États membres, vise à sensibiliser les futures générations au patrimoine archéologique du début de l'âge du fer dans le bassin du Danube.

<https://www.museum-joanneum.at>

Nant Gwrtheyrn: Galles Ouest et les Vallées, Royaume-Uni (FEDER)

Le centre de la langue et du patrimoine culturel gallois a été aménagé dans une carrière abandonnée transformée en site touristique qui accueille actuellement plus de 40 000 visiteurs par an. Le projet a permis d'améliorer l'accès au village et l'a en outre doté de logements, d'un café, d'un magasin, d'une salle d'activités et d'un centre du patrimoine.

<http://www.gov.wales/eu-funding>



Réhabilitation et restauration de la Citadelle de Gozo: Gozo, Malte (FEDER)

Un site touristique a vu le jour grâce au projet qui a su développer l'identité culturelle de Gozo et mettre en valeur l'histoire du fort et son importance symbolique. Il est désormais possible de relier la citadelle à des périodes historiques ayant marqué la Méditerranée et l'Europe.

<https://www.visitgozo.com/fr/>



Relever le défi: rendre l'Europe plus intelligente et plus verte

Corina Crețu, commissaire européenne en charge de la politique régionale, explique à *Panorama* comment les changements proposés pour créer une nouvelle politique de cohésion plus flexible apporteront plus rapidement de meilleurs résultats et renforceront l'appropriation.

Pouvez-vous nous parler de la nouvelle politique de cohésion? Quels sont les changements prévus?

Pour commencer, nous modernisons la politique. Notre monde évolue, et la politique doit évoluer en même temps que lui. Aujourd'hui, toutes les régions sont confrontées au défi de l'économie numérique, de la croissance de la concurrence mondiale et de la transformation écono-

mique. C'est pour cette raison que nous avons créé le nouvel objectif de la politique «Une Europe plus intelligente – une transformation économique innovante et intelligente» qui regroupe l'innovation, la recherche et le soutien aux PME. Tout ce dont les régions ont besoin pour prospérer et survivre à l'ère numérique!

Nous ne devons pas oublier non plus qu'en plus de la transformation économique, les régions doivent être prêtes pour la transition vers l'économie circulaire et à faibles émissions de carbone. Ces deux objectifs environnementaux ont par ailleurs été rassemblés dans l'objectif politique «Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone»,

et la majeure partie du financement du FEDER leur est consacrée. Entre 65 % (dans les régions les moins développées) et 85 % (dans les régions les plus développées) des ressources contribueront à rendre l'Europe plus intelligente et plus verte.

En réalité, l'axe politique est un élément essentiel de la réforme. En plus des trois autres objectifs (développement des infrastructures, social et local), nous proposons en effet un ensemble de cinq objectifs politiques plus imbriqués mais plus flexibles que les onze objectifs qu'ils remplacent.

Qu'en est-il des zones urbaines?

Nos propositions accordent une plus grande importance aux zones urbaines. Le développement urbain et local apparaît pour la première fois comme un objectif politique spécifique. En outre, nous avons alloué 6% des ressources pour les investir dans les zones urbaines, sous forme de partenariats locaux de développement. Nous pouvons y parvenir via l'objectif politique 5 ou un des autres objectifs, le cas échéant. La base stratégique représente une condition essentielle de la programmation afin d'améliorer l'efficacité des actions planifiées. Ce nouvel objectif politique transversal contribuera à aborder les

« L'axe politique est un élément essentiel de la réforme. En plus des trois autres objectifs (développement des infrastructures, social et local), nous proposons un ensemble de cinq objectifs politiques. »

difficultés techniques rencontrées lors de la programmation en 2014-2020 (indicateurs, conditions propices, différents objectifs thématiques applicables, etc.).

L'initiative urbaine européenne propose quant à elle une nouvelle approche cohérente envers les villes étant donné que tous les instruments urbains sont regroupés en un programme unique placé sous la gestion indirecte de la Commission, à la manière des accords actuels pour les Actions urbaines innovantes. Le programme couvre le renforcement des capacités, les actions innovantes, le développement et la communication des connaissances et de la politique.

Que devient Interreg?

C'est un autre changement important que nous proposons. Interreg est complètement restructuré: les programmes transfrontaliers deviendront plus stratégiques, et un nouvel instrument d'innovation interrégionale et un nouvel instrument juridique transfrontalier seront mis en place.

Les autorités en charge du programme Interreg pourront également coopérer au-delà des frontières avec des pays situés en dehors de l'UE, en recourant à des ressources provenant de l'Instrument d'aide de préadhésion et de l'Instrument européen de voisinage. De plus, des mesures d'incitation concrètes sont mises en place dans les programmes généraux pour favoriser la coopération grâce à des actions entreprises dans le cadre d'un objectif spécifique.

La principale demande des parties prenantes concerne toujours la simplification. Avez-vous adopté des mesures pour réduire la charge administrative de la politique?

Le nouveau paquet législatif trouve un équilibre subtil entre la continuité et le besoin de réforme. Nous avons conservé

les éléments qui fonctionnaient tout en les simplifiant et en les rendant plus opérationnels. Près de la moitié des règles du corpus ont été supprimées.

Une programmation et des outils territoriaux simplifiés, moins de conditions propices et de critères d'évaluation, la suppression des procédures de désignation, le principe de l'audit unique, et l'absence de procédure spécifique pour les grands projets entraîneront tous un début des programmes et des résultats plus rapides. Nous montrons également que nous avons confiance en nos partenaires tout en maintenant des garanties afin de protéger l'argent des contribuables. Il s'agit de réduire la bureaucratie, pas les responsabilités. Il s'agit de s'en remettre à l'expérience des autorités et de leur faire confiance, plutôt que de réglementer en prévision des pires scénarios. Il s'agit également d'augmenter les résultats et de renforcer l'appropriation.

La proposition répondra aux inquiétudes des bénéficiaires et des autorités: davantage de possibilités de recourir aux options simplifiées en matière de coûts, des paiements non liés aux coûts, aucune complexité pour les projets qui génèrent des revenus, des règles simplifiées pour les instruments financiers et leur alignement sur les subventions si possible, et la fin des longues procédures de rapport. La nouvelle politique de cohésion est moins centrée sur le recouvrement des factures et les procédures, mais davantage sur l'apport de meilleurs résultats plus rapidement.

Nous amenons la flexibilité et l'approche axée sur la performance plus loin en proposant une révision à mi-parcours de tous les programmes en 2025. Ceci nous permettra de programmer des allocations pour 2026 et 2027 en fonction non seulement de leur performance, mais aussi des défis identifiés dans le cadre du Semestre européen et en tenant compte de la situation socio-économique. Cette révision nous apportera la

flexibilité nécessaire au cours des dix prochaines années, ainsi que la stabilité nécessaire aux investissements.

Qu'en est-il de l'argent? Pouvez-vous expliquer pourquoi les méthodes d'allocation des fonds ont été modifiées pour intégrer de nouveaux critères?

La méthode utilisée pour allouer les ressources de la politique de cohésion a été calibrée pour permettre une répartition équilibrée et juste des fonds. Le produit intérieur brut relatif par habitant restera le critère principal pour allouer les fonds, tandis que d'autres facteurs, tels que le chômage, le changement climatique et l'immigration, seront également pris en considération. La méthode d'allocation suit une approche ascendante et non descendante, et s'appuie sur des indicateurs objectifs qui reflètent les niveaux de développement ainsi que les besoins et les défis rencontrés. Les montants sont calculés pour chaque région et ensuite additionnés pour parvenir au montant des allocations par pays.

La plupart des États membres d'Europe centrale et orientale ont connu une croissance considérable au cours des sept dernières années, ce qui se répercute dans le résultat des calculs. Plus vous devenez riche, moins vous recevez de fonds de la politique de cohésion. C'est ainsi que le système devrait fonctionner... et qu'il fonctionne. En devenant de plus en plus riche, vous recevez de moins en moins de soutien de la politique de cohésion, ce qui, en soi, est une bonne chose! ■

Propositions pour une politique de cohésion modernisée et réformée après 2020

Bien que l'économie de l'UE se relève, d'autres efforts d'investissement sont attendus pour combler les écarts sociaux et économiques qui persistent entre et au sein même des États membres.

Le 2 mai, la Commission européenne a proposé d'allouer 373 milliards d'EUR à la politique de cohésion entre 2021 et 2027, soit un peu moins de 30 % du budget global de l'UE. Le 29 mai, la Commission a communiqué ses propositions de révision de la politique pour la même période.

Cinq politiques d'investissement

Sur les onze objectifs thématiques de la période 2014-2020, la nouvelle politique de cohésion devrait concentrer ses ressources sur cinq objectifs politiques, que l'UE est la plus à même de mettre en œuvre:



Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises;



Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique;



Une Europe plus connectée, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique;



Une Europe plus sociale, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé;



Une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.



Selon la proposition de la Commission, la majorité des investissements du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion (FC) sera axée sur les deux premières priorités. Selon leur revenu national brut (RNB) par habitant, les États membres devraient investir entre 65% et 85% de leurs allocations au titre des deux fonds à ces priorités.

Pays concernés:	% minimum sur l'«Europe plus intelligente»	% minimum sur l'«Europe plus verte, à zéro émission de carbone»
RNB < 75%	35%	30%
RNB 75-100%	45%	30%
RNB > 100%	60%	OP 1 + OP 2 min. 85%

UNE AIDE CIBLÉE POUR LES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES DE L'UE

Conformément à la **stratégie pour les régions ultrapériphériques** d'octobre 2017, ces régions recevraient les moyens nécessaires pour développer leurs atouts, comme la croissance bleue, les sciences spatiales et les énergies renouvelables. Elles continueraient à bénéficier d'un financement supplémentaire de l'UE de plus de **1,6 milliard d'EUR** du FEDER ainsi que d'un soutien spécial en vertu des nouveaux programmes Interreg afin de renforcer leur intégration dans leur espace régional et d'intensifier la coopération entre elles ou avec leurs pays voisins.



FACILITER LA COOPÉRATION INTERRÉGIONALE ET TRANSFRONTALIÈRE

Au cours de la période 2021-2027, les programmes Interreg continueront à aider les États membres et les régions à collaborer au-delà des frontières pour relever les défis communs, avec une enveloppe de 9,5 milliards d'EUR du FEDER.

En outre, la Commission propose le mécanisme transfrontalier européen, un nouvel instrument qui permet, sur une base volontaire, d'appliquer les règles d'un État membre dans un État membre voisin pour mener un projet ou une action spécifiques limité dans le temps. Ce mécanisme permettrait, par exemple, de créer davantage d'infrastructures de transport ou de centres de soins de santé transfrontaliers.

Les règles de la nouvelle politique de cohésion proposent également de mettre en place des investissements innovants interrégionaux, grâce auxquels les régions présentant des atouts compatibles de «spécialisation intelligente» bénéficieraient d'un soutien financier supplémentaire pour travailler ensemble dans des secteurs prioritaires, tels que les mégadonnées, la bioéconomie, l'utilisation efficace des ressources ou la mobilité connectée.



UN PLUS GRAND ACCENT MIS SUR LES VILLES

Les villes sont des moteurs de croissance et d'innovation, mais elles font également face à des défis urgents, tels que la pollution atmosphérique, le chômage et l'exclusion sociale, pour n'en citer que quelques-uns.

Ainsi, la dimension urbaine de la politique de cohésion devrait être renforcée, **avec 6% du financement du FEDER alloués au développement urbain durable.**

De plus, le cadre 2021-2027 verrait également la mise en place de l'**initiative urbaine européenne**, un nouvel instrument favorisant la coopération entre les villes, l'innovation et le renforcement des capacités dans toutes les priorités du programme urbain de l'UE: intégration des migrants, logement, qualité de l'air, pauvreté urbaine et transition énergétique, entre autres.



Toutes les régions de l'UE

Selon la proposition de la CE, au cours de la période 2021-2027, la politique de cohésion devrait continuer à investir dans toutes les régions de l'UE, en s'appuyant sur les trois précédentes catégories:

- **RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES:**
avec un PIB par habitant pour la période 2014-2016 < 75% de la moyenne de l'UE
- **RÉGIONS EN TRANSITION:**
avec un PIB par habitant pour la période 2014-2016 entre 75 % et 100 % de la moyenne de l'UE
- **RÉGIONS PLUS DÉVELOPPÉES:**
avec un PIB par habitant pour la période 2014-2016 > 100% de la moyenne de l'UE.



La région ultrapériphérique de Saint-Martin est comprise dans la région NUTS 2 de la Guadeloupe

L'accent doit rester sur les régions moins développées

Dans la proposition de la Commission, 75% du financement du FEDER et du FC continueront à cibler les régions moins développées:

	2021-2027
FONDS DE COHÉSION (FC) – PIB/HABITANT < 90% DE LA MOYENNE DE L'UE27	13%
FINANCEMENT DU FEDER DANS LES RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES	62%
FINANCEMENT DU FEDER DANS LES RÉGIONS EN TRANSITION	14%
FINANCEMENT DU FEDER DANS LES RÉGIONS DÉVELOPPÉES	11%
Total	100%
Contribution du FEDER et du FC pour les régions moins développées	75%

Et le plafond fixé pour le cofinancement de l'UE des programmes sera abaissé pour chaque catégorie de région:

RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES, RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES, FONDS DE COHÉSION, INTERREG	70%
RÉGIONS EN TRANSITION	55%
RÉGIONS PLUS DÉVELOPPÉES	40%

Allocation par État membre



En ce qui concerne la méthode d'allocation pour le fonds, la proposition de la CE repose toujours largement sur le PIB par habitant (**81 %** de la pondération).

Toutefois, de nouveaux critères ont été ajoutés:



Marché du travail: chômage des jeunes, faible niveau d'enseignement, démographie (**15 %**)



Changement climatique: émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs qui ne relèvent pas du SEQE-UE (**1 %**)



Migrants: immigration nette de citoyens non membres de l'UE (**3 %**)

En outre, la Commission a intégré des limites dans son calcul afin d'éviter des changements trop brutaux dans les allocations des États membres:

- › Limite inférieure à **24 %**
– le «filet de sécurité»
- › **8 %** «filet de sécurité inversé»
- › Limite de **0 %** sur les augmentations pour les États membres où le RNB est supérieur à 120 %

État membre	Allocation 2021-27 (en milliards d'EUR, prix 2018)	Variation par rapport à la période 2014-2020 (%)	Niveau des aides (EUR/habitant)	Variation par rapport à la période 2014-2020 (%)
BG	8,9	8	178	15
RO	27,2	8	196	17
HR	8,8	-6	298	0
LV	4,3	-13	308	0
HU	17,9	-24	260	-22
EL	19,2	8	254	12
PL	64,4	-23	239	-24
LT	5,6	-24	278	-12
EE	2,9	-24	317	-22
PT	21,2	-7	292	-5
SK	11,8	-22	310	-22
CY	0,9	2	147	-5
SI	3,1	-9	213	-11
CZ	17,8	-24	242	-25
ES	34,0	5	105	3
MT	0,6	-24	197	-28
IT	38,6	6	91	5
FR	16,0	-5	34	-9
FI	1,6	5	42	2
BE	2,4	0	31	-5
SE	2,1	0	31	-6
DE	15,7	-21	27	-20
DK	0,6	0	14	-3
AT	1,3	0	21	-4
NL	1,4	0	12	-3
IE	1,1	-13	33	-17
LU	0,1	0	16	-14



Dispositions simplifiées dans un corpus unique

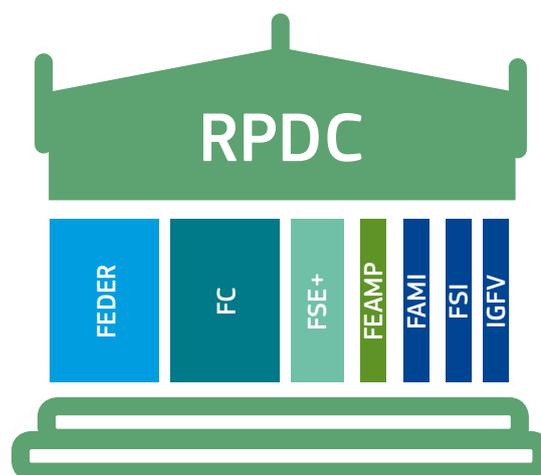
La fragmentation des règles régissant les différents fonds de l'UE a parfois compliqué la tâche des autorités de gestion des programmes et découragé les entreprises et les entrepreneurs qui souhaitent solliciter différentes sources de financement européen.

La Commission propose désormais un règlement portant dispositions communes (RPDC) dans **un corpus unique** pour sept fonds de l'UE:

- Fonds européen de développement régional (FEDER)
- Fonds de cohésion (FC)
- Fonds social européen+ (FSE+)
- Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)
- Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)
- Fonds pour la sécurité intérieure (FSI)
- Instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGFV)

Des réglementations spécifiques apporteront certaines dispositions nécessaires adaptées aux singularités de chaque fonds afin de prendre en compte le fondement, les groupes cibles et les méthodes de mise en œuvre qui leur sont propres.

Ce corpus unique devrait simplifier les procédures pour les gestionnaires et les bénéficiaires des programmes.



Il devrait également faciliter les **synergies**, par exemple entre le FEDER et le FSE+ dans le cadre des plans de développement urbain intégrés, pour la réhabilitation des zones urbaines défavorisées.

Le FAMI, associé aux fonds de la politique de cohésion, pourrait financer des stratégies d'intégration locale pour les migrants et les demandeurs d'asile: le premier se concentrerait sur les besoins à court terme lors de l'arrivée (accueil et soins de santé, par exemple), tandis que le FC pourrait favoriser l'intégration sociale et professionnelle à long terme.

En outre, les nouvelles dispositions proposées permettent d'établir des synergies simplifiées avec d'autres instruments de la boîte à outils budgétaire de l'UE, tels que la **politique agricole commune**, le programme d'innovation **Horizon Europe**, l'instrument européen pour la mobilité à des fins d'apprentissage **Erasmus+**, et **LIFE**, le programme pour l'environnement et l'action pour le climat.

Programmation plus flexible

La proposition de la Commission prévoit d'assouplir la programmation de la politique de cohésion pour la période 2021-2027, et ce, de trois manières:

- ✓ Lorsque les programmes pour la période 2021-2027 seront adoptés, seules les allocations pour les années 2021 à 2024 seront affectées aux priorités. Les allocations pour les deux dernières années, à savoir 2026 et 2027, seront affectées suite à une **révision détaillée à mi-parcours**. Celle-ci prendra en considération l'évolution du contexte socio-économique, les nouveaux défis identifiés dans le cadre du Semestre européen, et les performances des programmes à ce jour.
- ✓ Dans certaines limites, les ressources peuvent être transférées d'une priorité d'investissement à une autre au sein d'un programme sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation officielle de la Commission.
- ✓ En cas de catastrophe naturelle, une disposition particulière du nouveau corpus facilite la mobilisation de financements de l'UE dès le premier jour de l'événement.



Lien avec le Semestre européen

Les investissements de l'UE ne peuvent pas intervenir indépendamment du contexte macroéconomique plus large. La Commission propose de renforcer le lien entre les interventions de la politique de cohésion et le Semestre européen pour assurer la coordination des politiques économiques, afin de créer une **croissance et un environnement favorable aux entreprises en Europe**.

Les recommandations par pays du Semestre européen seront prises en compte à deux reprises au cours de la période 2021-2027:

- ✓ en premier lieu, en tant que feuille de route pour la programmation des fonds et la conception des programmes de la politique de cohésion, au début de la période 2021-2027;
- ✓ ensuite, les dernières recommandations par pays permettront de mener une révision à mi-parcours des programmes en 2024, afin de s'adapter aux nouveaux défis ou aux défis constants.

Les conditions macroéconomiques sont maintenues pour garantir que les investissements de l'UE interviennent dans un environnement fiscal sain. Lorsqu'un État membre échoue à prendre des mesures efficaces ou correctives dans le cadre des principaux mécanismes de gouvernance économique de l'UE (procédure de déficit excessif, procédure de déséquilibre excessif) ou qu'il échoue à mettre en œuvre les mesures requises par un programme de soutien de la stabilité, la Commission fera une proposition au Conseil visant à suspendre tous les engagements ou les paiements, ou une partie d'entre eux, pour un ou plusieurs programmes de cet État membre. Cependant, la Commission peut, en raison de circonstances économiques exceptionnelles ou suite à une demande motivée par l'État membre concerné, recommander que le Conseil annule la suspension.

PROCHAINES ÉTAPES

La proposition pour le budget 2021-2027 de l'UE du 2 mai et la proposition législative du 29 mai constituent les premières étapes du long processus de négociations avec le Parlement européen et les États membres qui devrait mener à l'adoption du règlement.



Conditions propices

Les «conditions propices» proposées reprennent l'approche des conditions *ex-ante* introduites pour la période de financement 2014-2020. Une vingtaine de conditions ont été soumises, elles sont donc réduites de moitié par rapport à la période actuelle.

Elles couvrent des domaines thématiques similaires à ceux de 2014-2020, tels que l'efficacité énergétique, et comprennent également des **stratégies de spécialisation intelligente** destinées à orienter les investissements dans la recherche et l'innovation.

Il existe en outre quatre conditions propices horizontales dans le domaine des **marchés publics**, des **aides d'État** et de l'application de la **Charte européenne des droits fondamentaux et de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées**.

Les procédures liées aux conditions propices sont similaires mais ont été **simplifiées**; ainsi, il n'existe par exemple aucun plan d'action obligatoire à soumettre en cas de non respect. Cependant, les États membres ne seront pas en mesure d'adresser des demandes de paiement à la Commission pour des projets financés par l'UE dont les conditions préalables ne sont pas respectées, ce qui doit être le cas tout au long de la période.

Moins de bureaucratie pour les entreprises

Le règlement proposé permet de recourir aux options simplifiées en matière de coûts afin que les entreprises puissent être remboursées sans devoir présenter toutes les factures ou feuilles de paie. Elles peuvent dès lors recourir à des coûts fixes et à des estimations pour les frais de personnel, d'assurance ou de loyer. Elles peuvent également être remboursées sur la base des résultats atteints. Ces mesures entraînent une réduction considérable des coûts administratifs et, bien sûr, une diminution des formalités.

Un audit et des contrôles plus proportionnés: pour les programmes de financement de l'UE moins risqués, la Commission propose un système de contrôle allégé fondé sur les procédures nationales efficaces. Le principe de l'«audit unique» est étendu, ce qui implique moins de contrôles pour les petites entreprises. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!tV86kd>

Politique de cohésion: financer les futures aspirations et ambitions de l'UE

Panorama a interrogé différents acteurs régionaux sur l'avenir de la politique de cohésion après 2020 et sur la manière dont les dernières propositions pourraient contribuer à la renforcer au cours de la prochaine période de financement.

Soutien pour les villes en tant que médiatrices et pôles d'innovation

Étant maire de Stockholm, je constate que les projets financés par l'UE représentent souvent le lien le plus visible entre les citoyens et l'UE. Les fonds du FSE et du FEDER ont également rapproché les décisions relatives aux investissements et les citoyens, en aidant les villes et les régions de toute l'Europe à faire face aux défis urgents et à exploiter les opportunités



Karin Wanngård,
Maire de Stockholm

locales. C'est une des raisons pour lesquelles je déplore la proposition visant à réduire les fonds de la politique de cohésion par rapport au budget global.

Toutefois, j'espère que le nouveau FSE+ pourra fournir une approche plus flexible de la cohésion sociale et aider davantage les villes à répondre aux besoins et aux défis inattendus. La création de sociétés solidaires et prospères nécessite de mettre

en place des actions en matière d'insertion professionnelle et sociale, et c'est encourageant de voir que les propositions de la Commission reflètent cette réalité.

Je salue également la poursuite et l'augmentation du financement pour la recherche et l'innovation, par le biais d'Horizon Europe et du FEDER. En tant que maire de l'une des villes les plus innovantes d'Europe, je sais ce que la valeur ajoutée du financement de l'UE pour la recherche et l'innovation peut apporter à des villes comme Stockholm. Les investissements réalisés dans les villes ont généralement des effets indirects positifs considérables sur les régions environnantes et sur d'autres parties de l'Europe.

Les villes sont des médiatrices et des pôles qui regroupent les universités, les entreprises privées, l'administration publique et la société civile en créant des bancs d'essai pour des méthodes, des produits et des services innovants. Afin d'exploiter pleinement le potentiel des villes qui servent de moteurs à l'innovation, nous avons besoin de programmes de financement qui ciblent les défis sociétaux en privilégiant la dimension urbaine. Je suis impatiente de poursuivre le dialogue sur le rôle des villes dans la mise en œuvre du budget de l'UE.



<https://www.visitstockholm.com/>

Une politique de cohésion réformée et modernisée après 2020



Iskra Mihaylova,
Présidente de la commission du développement régional du PE

La valeur ajoutée de la politique de cohésion découle essentiellement de sa capacité à prendre en considération les besoins en matière de développement d'un pays ainsi que les besoins et les particularités de ses différents territoires et régions, et de rapprocher l'Union de ses citoyens. La politique de cohésion est la politique d'investissement stratégique de l'UE qui contribue à mettre en œuvre ses principales politiques, comme l'éducation, l'emploi, l'énergie, l'environnement, le marché unique, la recherche et l'innovation, etc., tout en les complétant.

Je voudrais souligner que, avant tout, la proposition de la Commission en faveur d'une politique de cohésion modernisée et réformée, présentée le 29 mai, entend améliorer l'attention et

la concentration de la politique au moyen de cinq objectifs thématiques. Ces objectifs reflètent les principales priorités politiques de l'UE qui consistent à parvenir à une Europe intelligente, à une économie verte et circulaire, à des technologies numériques, à une meilleure connectivité, ainsi qu'au soutien pour une Europe sociale et des investissements plus proches des citoyens.

L'introduction de nouveaux critères, en plus du produit intérieur brut, lors de l'établissement des catégories de régions, permet de mieux prendre en compte les particularités locales d'une région donnée, comme le chômage des jeunes, un faible niveau d'enseignement, le changement climatique, et l'accueil et l'intégration des migrants.

Le «corpus unique» proposé crée les conditions pour établir des liens plus efficaces avec les autres fonds de la communauté, ainsi qu'avec le fonds InvestEU et les instruments financiers. Cette proposition respecte les résolutions adoptées par le Parlement européen sur les éléments fondamentaux de la politique de cohésion de l'UE pour l'après 2020 et le 7^e rapport sur la cohésion.

L'intégration d'un règlement relatif au mécanisme transfrontalier est également conforme à la résolution du PE sur la coopération territoriale européenne (Interreg), qui demandait à la Commission de mettre en place un instrument distinct ayant pour objectif de surmonter les obstacles juridiques rencontrés par les régions frontalières.

Le renforcement du lien entre les fonds de cohésion et les valeurs de l'UE et la gouvernance économique permettra de créer un environnement favorable aux investissements pour la mise en œuvre efficace des fonds de l'UE.

Dans sa résolution relative au prochain CFP, adoptée en mai 2018, le Parlement européen a réaffirmé la nécessité de fournir un financement adéquat aux principales politiques européennes afin de leur permettre de mener efficacement leurs

tâches et d'atteindre leurs objectifs, y compris en maintenant le financement de la politique de cohésion au moins au niveau du budget de la période 2014-2020.



Parlement européen

<http://www.europarl.europa.eu/portal/fr>

Relancer le projet et le programme européens

En tant que président du Comité économique et social européen (CESE), j'accorde une grande attention au débat suscité par les propositions de la Commission sur le prochain paquet relatif au cadre financier pluriannuel (CFP) et les propositions législatives sectorielles pour les programmes de dépenses.

La raison en est simple: Je suis profondément convaincu que le projet et le programme européens doivent être relancés. Malgré quelques contretemps, les 60 premières années de l'Union européenne ont connu un succès sans précédent, en amenant la paix, la prospérité et la solidarité.

Cela étant dit, si nous souhaitons que l'UE puisse relever les défis du 21^e siècle, et c'est l'engagement du CESE, nous devons nous assurer que les moyens financiers sont à la hauteur de ses ambitions.

Le 2 mai, j'ai déclaré que la Commission avait raison d'accroître le financement dans de «nouvelles» politiques comme la migration, la défense et le changement climatique, tout en augmentant les ressources financières pour la recherche, l'investissement et la culture.

Nous sommes conscients que la Commission doit faire face à la sortie du Royaume-Uni, qui est actuellement un contributeur net. C'est pourquoi, comme d'autres institutions, j'ai demandé un relèvement du plafond actuel des dépenses de l'UE de 1 % à 1,3 % du



Luca Jahier,
Président du Comité économique
et social européen

revenu national brut, au lieu du taux de 1,13% proposé par la Commission.

Cependant, j'aurais préféré un CFP plus ambitieux et une référence plus prononcée au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable.

Je maintiens également mes réserves émises au sujet des coupes proposées par la Commission dans la politique de cohésion (ainsi que dans la politique agricole commune).

La politique de cohésion a prouvé son efficacité durant les périodes de crise en aidant les citoyens les plus vulnérables d'Europe. En outre, elle est bien souvent la représentation de l'Europe dans les États membres. De même, en particulier après la proclamation du socle européen des droits sociaux en novembre 2017, nous voulons nous assurer que les bonnes ressources destinées à la cohésion sociale sont vraiment disponibles.

En septembre, le CESE émettra son avis sur le CFP et adoptera une série d'opinions relatives aux propositions législatives sectorielles, tout en gardant un œil sur la manière dont les États membres et le Parlement européen continueront d'aborder ce dossier essentiel.



Comité économique et social européen

<https://www.eesc.europa.eu/fr>



Trouver un nouveau discours dynamique en faveur d'une politique de cohésion forte

On me demande souvent, en qualité de président du Comité européen des Régions, si je considère les récentes propositions de la Commission européenne sur l'avenir de la politique de cohésion comme un verre à moitié plein ou à moitié vide.

Le verre peut être considéré comme à moitié plein si nous tenons compte de la tentative crédible de la Commission de simplifier les règles, d'apporter plus de flexibilité et de renforcer les solutions locales. En effet, c'est une bonne chose pour toutes les régions d'Europe que la politique de cohésion cible toujours le niveau régional. En outre, c'est une bonne chose qu'elle reste la principale politique d'investissement de l'UE malgré une certaine opposition au sein de la Commission l'année dernière.

Néanmoins, je dois également reconnaître que les moins optimistes ont raison en pointant du doigt les réductions globales de la politique de cohésion de l'ordre de 10% ainsi que l'accent moins fort mis sur les partenariats, même si la Commission a réintroduit le principe de la gouvernance à plusieurs niveaux dans le règlement à la toute dernière minute. De plus, la coupe de plus de 12% proposée pour l'objectif de coopération territoriale européenne et l'abandon d'Interreg Europe sont des propositions que je ne peux clairement pas accepter. Interreg est un pilier de la politique régionale de l'UE et un exemple de réussite qui ne peut pas être réduit à néant.

Ma plus grande inquiétude concerne la perte de cohésion entre les différents fonds structurels. L'instrument de développement rural ne fait plus partie du règlement portant dispositions communes, et le Fonds social européen semble voué à un avenir plus aligné sur le Semestre européen. La politique de



Karl-Heinz Lambertz,
Président du Comité
européen des régions

cohésion a perdu une partie de son âme à une époque où une plus grande unité et une solidarité plus forte sont demandées par les milliers de citoyens consultés au cours des 12 derniers mois. Dans les mois et les années à venir, il sera donc essentiel de trouver un nouveau discours dynamique en faveur d'une politique de cohésion forte pour l'avenir de l'Europe.

C'est pourquoi la #CohesionAlliance, lancée par le Comité européen des régions avec les principales associations de régions et de villes européennes, continuera à œuvrer pour une politique de cohésion forte dans une Union européenne forte. Tout au long des négociations du budget de l'UE, le Comité continuera à démontrer que la politique de cohésion est l'arme la plus efficace pour lutter contre le populisme, promouvoir l'intégration européenne et créer une Europe entendue et concrète pour tous les citoyens.



Comité européen
des régions

<https://cor.europa.eu/fr/Pages/default.aspx>

Créer des synergies et mieux aborder les défis sociétaux

L'Assemblée des régions d'Europe (ARE) accueille favorablement la proposition de la Commission d'une politique de cohésion pour tous. Elle comprend des simplifications attendues et offre un cadre plus flexible. Toutefois, le budget de la cohésion de l'UE est moins ambitieux que prévu.

Les réductions proposées démontrent un manque de volonté d'augmenter le budget destiné à la cohésion économique, sociale et territoriale de toute l'UE. Cette politique a pourtant permis à toutes les régions d'Europe de se développer. Les initiatives prises pour centraliser la politique de cohésion et son utilisation pour mener des réformes structurelles sans impliquer les régions posent question. La réussite de cette politique réside dans sa proximité avec les niveaux local et régional et avec les citoyens européens.



Magnus Berntsson,
Président de l'Assemblée
des régions d'Europe

En outre, la proposition considère le Fonds social européen comme un fonds distinct, ce qui nous inquiète car, ce faisant, elle dresse un fossé entre le fonds régional et le fonds social. De telles décisions compromettront certainement la capacité de l'Union à parvenir à une croissance durable, inclusive et intelligente à l'avenir.

Dans ma région natale de Västra Götaland (Suède), nous avons coordonné les demandes pour regrouper le fonds régional et le fonds social afin de créer des synergies et relever efficacement les défis sociétaux. J'espère que la nouvelle législation prendra ces méthodes fructueuses en considération. Les régions doivent rester les acteurs centraux de la gestion et de la mise en œuvre du fonds.

En tant que membre de l'Alliance pour la cohésion, l'ARE fera tout son possible pour s'assurer que la politique de cohésion reste une politique véritablement régionale qui s'appuie sur les principes de la gouvernance à plusieurs niveaux et de la subsidiarité. La politique est l'un de nos outils les plus puissants pour améliorer la qualité de vie des citoyens européens tout en créant une valeur ajoutée européenne. L'ARE estime qu'une politique de cohésion forte et renouvelée qui profite à toutes les régions est essentielle pour l'avenir de l'Europe.



<https://aer.eu/>

Un partenariat plus fort pour l'Europe et ses citoyens

Alors que nous examinons les nouvelles propositions de la Commission pour comprendre à quoi pourrait ressembler la politique de cohésion après 2020, il est important de garder une vue d'ensemble de la situation. Nous vivons dans une Europe qui a véritablement besoin de fournir des résultats qui comptent pour ses citoyens. La Commission propose de mettre particulièrement l'accent sur le rapprochement de l'Europe et de ses citoyens lors de la prochaine période de financement. C'est une bonne chose, mais comment y parvenir en pratique?

75 % de la population de l'UE vit dans des zones urbaines, c'est-à-dire le lieu où se mêlent les défis du développement durable, inclusif et intelligent. La réussite de la prochaine période des fonds structurels dépendra de la manière dont ils seront répartis pour relever ces défis dans les villes. Pour obtenir des résultats concrets, il sera essentiel d'inviter les villes aux négociations relatives aux priorités du programme, et de s'assurer que les instruments politiques faciliteront les approches conjointes au niveau local.

Le principe de partenariat est bien ancré dans les nouvelles propositions. Toutefois, nous voulons nous assurer qu'il va plus loin dans la pratique. Lorsque le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, à savoir la ville, est entièrement impliqué dans la définition des priorités, il est évident que les programmes ont plus de chances de correspondre aux réalités locales qu'ils sont censés soutenir.

Dans les villes, les défis ne relèvent pas d'un secteur politique donné. Ils sont complexes et davantage liés à un endroit précis. Les nouvelles propositions qui dissocient le financement destiné à l'inclusion sociale, l'emploi et les compétences suscitent notre plus vive inquiétude. Cette



Anna Lisa Boni,
Secrétaire générale d'EURO CITIES

séparation nuit à la capacité des villes à fournir des solutions conjointes au niveau local. La politique de cohésion après 2020 doit davantage aider les stratégies urbaines à combiner le soutien du FEDER et du FSE+, et non les affaiblir.

La politique de cohésion symbolise la solidarité et l'unité européennes. C'est le ciment qui maintient l'Europe unie et qui offre des possibilités uniques d'améliorer la vie des citoyens. Si nous mettons en place les conditions idéales pour impliquer totalement les villes et que nous fournissons l'instrument politique qui fonctionne au niveau local, nous pouvons remettre l'Europe sur la voie d'un avenir plus fort.



http://www.eurocities.eu/eurocities/about_us/staff



Contribuer aux développements durables des territoires

La proposition de la Commission européenne représente un pas dans la bonne direction, même si elle n'offre pas d'approche véritablement intégrée de tous les fonds pertinents.



Stefano Bonacini,
Président de la région d'Émilie-Romagne
et du Conseil des communes et régions
d'Europe

La région de l'Émilie-Romagne accueille favorablement la proposition de la Commission européenne pour la nouvelle politique de développement régional et de cohésion après 2020, considérant qu'un certain nombre d'enjeux principaux, exprimés dans notre prise de position, ont été pris en considération. Toutefois, certains éléments doivent encore être débattus avec le Parlement européen et les gouvernements centraux dans les prochains mois de négociations.

Nous apprécions le fait que toutes les régions resteront éligibles au financement: les régions moins développées, en transition et les plus développées, et que la Commission, dans le cadre des cinq objectifs politiques, inclut «une Europe plus proche de ses citoyens en favorisant le développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières et des initiatives locales». Néanmoins, le CCRE estime que tous les objectifs politiques doivent contribuer au développement durable des territoires, en tenant compte de leurs spécificités et de leurs besoins particuliers.

Le CCRE salue également l'accent plus large mis sur le développement urbain durable, qui prévoit désormais 6% pour le développement local mené par la communauté et les investissements territoriaux intégrés et qui couvre également les villes de petite et moyenne taille.

D'autre part, nous regrettons qu'il n'y ait pas de référence substantielle aux objectifs de développement durable, ni dans le règlement général, ni dans le FEDER. Le CCRE encourage les ODD comme une stratégie globale pour le futur de la politique de cohésion. Nous déplorons également qu'il n'y ait pas de corpus unique pour tous les fonds, mais seulement des orientations harmonisées, qui, dans la pratique, n'auront pas le même effet que les règles communes intégrées pour le FEDER, le FSE et le Feader.

Nous reconnaissons que la Commission européenne a éprouvé des difficultés à préparer cette proposition face aux demandes contradictoires alors que la politique de cohésion et son budget ont été sérieusement remis en question. Nous nous assurerons que les nouvelles propositions 2021-2027 seront adaptées aux niveaux local et régional.



<http://www.ccre.org/fr>

Protéger les principes fondamentaux de la politique de cohésion

La proposition de la Commission européenne pour le budget de l'UE après 2020 contient des éléments positifs mais ne concrétise pas totalement l'ambition à long terme requise pour façonner l'Europe de demain.

La proposition visant à introduire de nouvelles ressources propres est bienvenue, et le budget proposé se situe plus ou moins au même niveau que l'actuel, malgré l'écart financier dû au *Brexit*.

Mais le budget ne reflète pas le plus grand nombre de priorités qui doivent être abordées au niveau européen. Au contraire, le financement a été redistribué en s'écartant des politiques traditionnelles, telles que la politique de cohésion, pour privilégier de nouvelles priorités, comme la migration et la sécurité.



Eleni Marianou,
Secrétaire générale de la Conférence
des régions périphériques maritimes

Si le budget doit privilégier les citoyens, les programmes relevant de la gestion partagée, tels que ceux relevant de la politique de cohésion, doivent donc être au centre des réformes.

En ce qui concerne la proposition relative à la politique de cohésion du 29 mai, la DG REGIO de la Commission a produit un ensemble équilibré de mesures couvrant toutes les régions européennes, confirmant au passage que la politique de

cohésion reste la seule politique européenne à aborder les inégalités régionales croissantes de l'UE.

Cependant, certaines inquiétudes subsistent et concernent la réduction de 10 % de la politique de cohésion en termes réels; l'utilisation de la politique de cohésion pour servir plus directement le Semestre européen, en particulier le Fonds social européen (FSE); la réduction du budget Interreg de 12 % et la suppression des programmes maritimes transfrontaliers; et le sabotage de l'approche relevant de la gestion partagée en introduisant des possibilités de transfert de fonds.

Il incombe désormais au Parlement européen et au Conseil de protéger et de renforcer les principes fondamentaux de la politique de cohésion. La CRPM veillera à ce qu'elle contribue aux éléments fondamentaux pour une politique capable de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale dans toutes les régions.



**CPMR
CRPM**

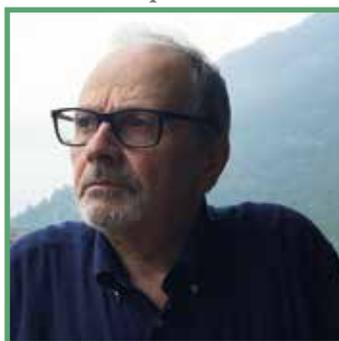
<https://cpmr.org/fr/>

Protéger les personnes menacées de pauvreté ou nos industries de défense et de sécurité?

Ces dernières semaines, nous avons découvert de nombreuses propositions de la part de la Commission relatives au prochain CFP. Nous ne devrions jamais oublier que l'établissement du budget de l'UE est un processus intrinsèquement politique, qui a des répercussions durables pour les 118 millions d'Européens menacés de pauvreté.



Leo Williams,
Directeur du Réseau européen
anti-pauvreté



Vito Telesca,
Membre du comité exécutif,
Réseau européen anti-pauvreté

La Commission a proposé «un budget qui protège et responsabilise». Mais qui ou qu'est-ce qu'il protège et responsabilise? Selon nous, en proposant une réduction de 7 % des fonds de cohésion, couplée à un budget de la défense multiplié par 22 et à de larges augmentations destinées à gérer les frontières et financer 10 000 garde-frontières, la

Commission opte pour un budget qui protège et responsabilise nos industries de la sécurité, des frontières et de la défense, plutôt que les 25 % d'Européens menacés de pauvreté.

Ce n'est pas le message politique que nous devrions envoyer à nos citoyens, aux personnes qui sont confrontées à la pauvreté. L'éradication de la pauvreté et l'inclusion sociale sont des biens publics, et le CFP doit le reconnaître. Le financement adéquat des politiques sociales, de la protection sociale et des services publics est essentiel à la mise en œuvre du socle des droits sociaux et des ODD, pour lutter contre l'inégalité, la pauvreté et l'exclusion sociale. En d'autres termes, 30% du fonds FSE+ proposé doivent être consacrés à cette lutte.

Il est inacceptable de réduire les fonds de cohésion. Nous devons résister au discours «TINA» (Il n'y a pas d'autre choix) en proposant des alternatives politiques. L'investissement social ne devrait jamais être considéré comme une dépense excessive, il sert tous les Européens et est essentiel pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Réaliser des investissements précoces dans cette lutte permettra de prévoir moins d'argent pour contrer les effets de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le Conseil et le Parlement doivent se montrer à la hauteur du défi et garantir un budget qui privilégie les personnes à la défense. Pas un centime de moins pour le social, pas un centime de moins pour la politique de cohésion.



<https://www.eapn.eu/>

Promouvoir une Europe plus durable socialement

Pour la plateforme sociale, le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) représente une opportunité de rééquilibrer le budget de l'UE et de l'orienter vers des politiques axées sur les citoyens. Investir dans les politiques inclusives et de cohésion sociale constitue une première étape pour parvenir à une économie plus résiliente, une société plus sûre et une convergence ascendante dans l'ensemble de l'Union.



Jana Hainsworth,
Présidente de la Plateforme sociale

En tant que principal instrument d'investissement de l'UE, une politique de cohésion qui encourage fermement les objectifs sociaux est indispensable pour y parvenir. À cette fin, nous relevons avec enthousiasme que les propositions budgétaires sectorielles de la Commission contribuent grandement à une Europe plus sociale.

Le futur Fonds social européen (FSE+) est particulièrement important dans ce contexte. La proposition définit des objectifs d'investissement clairs pour soutenir la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux avec ses principes fondamentaux visant à promouvoir l'emploi de qualité, l'éducation et l'inclusion sociale. Elle est soutenue par un cadre réglementaire habilitant qui encourage vivement le développement durable par le biais d'initiatives locales. Il s'agit d'une

initiative prometteuse en faveur d'une Europe plus durable socialement, écologiquement et économiquement.

Atteindre ces objectifs ensemble avec le socle européen des droits sociaux nécessitera d'établir des alliances solides et équitables entre les autorités publiques, les partenaires sociaux et la société civile. Avec nos membres, qui représentent 49 organisations centrales de la société civile du secteur social de l'ensemble de l'UE, nous surveillerons étroitement les négociations interinstitutionnelles relatives au CFP et plaiderons en faveur d'une politique de cohésion ambitieuse capable de réaliser des avancées sociales pour tous.

socialplatform

<http://www.socialplatform.org/>

Des fonds européens pour tous – investir dans les citoyens

Il ne fait aucun doute que la politique de cohésion est indispensable pour créer une Europe pour tous. Au fil des ans, la politique et les fonds de cohésion ont considérablement contribué à l'inclusion des personnes handicapées, même dans les régions les plus reculées de l'UE.

Toutefois, la proposition relative à l'après 2020 m'inquiète. La réduction de budget proposée affectera les personnes les plus défavorisées d'Europe, en particulier dans les régions où elles sont les plus vulnérables. À une époque où l'UE rencontre de plus en plus d'opposition, cette coupe budgétaire risque de renforcer ce sentiment. En outre, elle risque de créer deux Europes: celle des citoyens prospères et celle des citoyens socialement exclus qui seront davantage écartés du projet européen.



Yannis Vardakastanis,
Président du Forum européen
des personnes handicapées

Cela étant dit, nous reconnaissons les efforts de la Commission pour simplifier les fonds. Nous espérons que cette simplification permettra à davantage de personnes handicapées d'accéder au financement et de constater une réelle amélioration dans leur quotidien. Pour y parvenir, il est essentiel que les organisations de la société civile soient impliquées de manière significative dès les premières étapes du processus. La disposition relative au partenariat doit être

conservée et défendue durant les négociations. C'est la manière la plus sûre, la seule, de garantir que les fonds parviennent aux plus défavorisés.

Je suis également ravi que la Commission ait conservé les conditions *ex-ante* et les références au socle des droits sociaux, à la charte sociale européenne et, bien évidemment, à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées.

Cette année marque finalement la ratification universelle de cette convention par l'UE et ses États membres. Pourtant, dix années d'austérité ont privé l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté d'un investissement nécessaire. On estime que plus d'un million d'Européens vivent dans des institutions. Nous devons remédier à cette situation.

Il est également très inquiétant de constater l'absence de références à l'accessibilité, qui figuraient pourtant dans les derniers règlements. Des années d'efforts et d'avancées de la Commission et du mouvement en faveur des personnes handicapées risquent d'être perdues. L'accessibilité est essentielle à notre participation dans la société. J'espère que les responsables politiques entendront notre demande et ajouteront l'accessibilité dans le principe horizontal encourageant l'égalité et la non discrimination, et dans le règlement.

Je souhaite une Europe qui tienne compte de moi. Nous avons besoin d'une politique de cohésion forte pour y parvenir.



<http://www.edf-feph.org/>

Accent mis sur la croissance à long terme et la compétitivité



Markus J. Beyrer,
Directeur général de Business Europe

Les entreprises estiment que le budget de l'UE de l'après 2020 devrait refléter ses futures priorités et concentrer les efforts sur le développement de notre compétitivité, en particulier dans les domaines où l'UE peut fournir des avantages concrets et aider à préparer l'industrie pour les grandes tendances, telles que la numérisation ou la transition énergétique.

Nous aimerions avoir un budget axé sur la réforme et qui encourage la participation des partenaires sociaux dans les réformes du marché du travail, notamment grâce à un meilleur Fonds social européen. De plus, l'UE devrait s'appuyer sur la réussite de la politique de cohésion et l'intégrer à une stratégie européenne d'investissement, en mettant en place un cadre financier approprié pour soutenir une Europe solidaire.

Nous saluons le fait que la proposition de la Commission illustre clairement les nouvelles priorités dans les domaines de la migration, de la sécurité et de la défense, où une action au niveau européen peut mener à des dépenses plus efficaces et à de meilleurs résultats. Même si nous reconnaissons l'accent plus large mis sur l'investissement tourné vers l'avenir dans la récente proposition du CFP, elle manque toutefois

d'ambition pour stimuler la croissance et la compétitivité à long terme au sein de l'UE. Nous demandons à tous les responsables politiques de tenir compte de l'intérêt accru porté par la Commission à la compétitivité européenne, en particulier la recherche et l'innovation, au cours des prochaines négociations.

Il est essentiel que toutes les parties s'entendent pour parvenir à un accord rapide sur le CFP de l'après 2020 avant les élections du Parlement européen de mai 2019. Nous ne pouvons pas nous permettre de retard dans les incitations à l'investissement à une époque où les États-Unis préparent une importante réforme fiscale et où la Chine met en œuvre l'initiative «Ceinture et Route».



<https://www.business europe.eu/>



Politique de cohésion après 2020: des avantages pour tout le monde, mais à quel prix?

Les récentes propositions de la Commission relatives au CFP laissaient entendre une réduction du financement de près de 7% pour la politique de cohésion après 2020. Alors que les négociations débutent, cette coupe pourrait s'accroître. Ceci n'a toutefois pas freiné l'ambition de la politique qui entend établir des liens plus forts avec le Semestre européen et mettre en place des conditions et un accent plus large sur les réformes structurelles et le développement de la résilience de l'UEM. En même temps, la demande accrue de simplification et de plus grande flexibilité dans la mise en œuvre a été reconnue. Un exercice d'équilibriste a été minutieusement élaboré pour offrir des avantages à tous, mais il a un prix:



Alison Hunter,
Conseillère principale sur la politique régionale, l'innovation régionale et la croissance industrielle du CPE

- ☑ plus de flexibilité en matière de dépenses mais une surveillance plus étroite en vertu du Semestre européen;
- ☑ un accent renouvelé sur les régions transfrontalières, rurales et celles qui accusent un retard tout en poursuivant l'approche territorialement aveugle afin de faciliter les effets d'agglomération; et
- ☑ une volonté de convergence économique tout en conditionnant les fonds dans le respect de l'État de droit.

Ces compromis nuiront-ils à la philosophie de la politique? Un leadership politique plus fort pourrait considérablement améliorer le ton du débat dans les prochains mois, que ce soit au niveau européen, national ou local. Il faudrait également que tous les partenaires au sein de la communauté de la politique de cohésion reconnaissent ce qu'il est possible de réaliser dans le contexte plus large d'un budget du CFP plus restreint avec davantage de priorités à servir.



Robin Huguenot-Noël,
Analyste politique du CPE sur la prospérité durable pour le programme Europe

- ☑ une approche de gestion de non intervention et proportionnée tout en proposant davantage de centralisation (par exemple de la politique sociale);
- ☑ la recherche continue d'une meilleure performance économique et d'innovation mais aucun renforcement de la stratégie de croissance de l'UE;

Les États membres devraient voir plus loin qu'une victoire budgétaire sur leur propre territoire. Dans le même temps, les régions devraient combiner une nouvelle portée pour créer des solutions adaptées avec une plus grande appropriation des résultats de la politique. Au cours des prochains mois, il est fort probable que le

rôle de la politique de cohésion (visant à promouvoir la valeur du projet de l'UE et à affecter l'aide en faveur d'une plus grande résilience régionale/locale) passera au second plan derrière ce programme politique. Pour tous les partenaires, cette option s'apparenterait à marquer un but contre leur camp.

Le programme de cohésion de l'UE a encore beaucoup à offrir (socialement, économiquement et territorialement). La valeur ajoutée de la politique sera mieux comprise lorsque les compromis seront reconnus.



<http://www.epc.eu/>

Une réponse plus audacieuse nécessaire pour lutter contre le changement climatique

Depuis presque trente ans, la politique de cohésion symbolise la solidarité économique, sociale et territoriale à travers toutes les régions de l'UE. Elle a également servi de catalyseur dans la lutte contre le changement climatique et dans la transition vers un système énergétique à faibles émissions de carbone, en fournissant des investissements publics dans les secteurs comme le transport, l'énergie et la construction, qui constituent d'importantes sources d'émissions de gaz à effet de serre en Europe.

Le 29 mai, la Commission a présenté sa proposition relative à la future politique de cohésion après 2020, en affichant une ambition renouvelée, en prévoyant moins d'objectifs politiques, une plus grande affectation des fonds pour lutter contre le changement climatique, et le renforcement des liens avec les objectifs énergétiques et climatiques de l'UE à l'horizon 2030.

Mais le prochain budget de l'UE et ses règlements ultérieurs arrivent à un moment où la problématique du climat est plus urgente que jamais. À ce stade, les améliorations susmentionnées relatives aux objectifs politiques ne correspondent pas aux actions audacieuses attendues pour éviter un changement climatique catastrophique.

Tandis que des mesures draconiennes doivent être prises pour orienter la transformation énergétique, quelques étapes simples peuvent être adoptées: une affectation plus importante appuyée par une meilleure méthodologie de suivi du climat est nécessaire, comme l'a conseillé la Cour des comptes européenne.



Raphael Hanoteaux,
Responsable politique de l'UE,
CEE Bankwatch Network

En même temps, des éléments de la politique de cohésion qui encouragent la participation des acteurs locaux (comme le principe de partenariat et l'approche du développement local mené par la communauté) sont encore trop laissés à la discrétion des États membres. La clarification relative à ces éléments ainsi que les nouvelles conditions *ex-ante* particulières concernant la participation du public sont essentielles pour garantir que la politique de cohésion soutient correctement une transformation énergétique ascendante.

La proposition de la Commission sur la politique de cohésion constitue une première étape favorablement accueillie. La balle se trouve désormais dans le camp des États membres et du Parlement européen, qui doivent démontrer leur engagement dans la lutte contre le changement climatique en exploitant pleinement le potentiel de la politique la plus efficace de l'UE dans ce domaine.



<https://bankwatch.org/>



Yldau et Fabian au départ de la Route Atlantique à Lisbonne

Sur la route avec de jeunes Européens

Inauguré au printemps par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, le projet «Road Trip» est avant tout une aventure humaine. Des jeunes issus de milieux différents se lancent dans un voyage à travers l'Europe pour découvrir une série de projets et d'initiatives financés et rendus possible par l'Union européenne.

L'objectif consiste à offrir à de jeunes Européens une nouvelle occasion de découvrir concrètement ce que représente l'Union européenne et ce qu'elle réalise sur le terrain.

Quatre équipes composées de deux jeunes se sont lancées dans un voyage d'un mois en voiture à travers l'Europe en suivant des itinéraires prédéfinis. Sur le chemin, des habitants se sont joints à eux, parfois pour un moment, et leur ont parlé de leur vie et de leur région. Les voyages s'étendent à travers le continent et longent la côte méditerranéenne et la mer Baltique, l'océan Atlantique et le Danube.

Les jeunes postent régulièrement de brefs comptes rendus, dont de petites vidéos, sur Instagram et Facebook, ainsi que de plus longues vidéos à la fin de chaque semaine.

Sur les quatre itinéraires, deux (la Méditerranée et l'Atlantique) sont déjà terminés. Vous pouvez lire ci-dessous les impressions des participants sur cette expérience.

«Avant, quand je pensais à la Commission européenne, je ne savais rien de ce qu'elle réalisait, et je supposais que ce qu'elle faisait devait être très ennuyeux. Durant ce mois, j'ai appris beaucoup de choses. J'ai eu l'occasion de visiter des projets financés par l'UE, et je dois reconnaître que j'ai été agréablement surprise. Ce n'était pas ennuyeux du tout, et tous les projets que nous avons visités sont très importants pour nous permettre d'avoir un meilleur avenir. Par exemple, notre eau: aux Pays-Bas, notre eau potable est très bonne, je l'utilise simplement sans penser aux problèmes qui y sont liés. En Espagne, on m'a expliqué que d'ici quelques années l'eau potable peut devenir un gros problème dans le monde. C'est pourquoi ils ont conçu un système de chasse d'eau qui récupère l'eau de la douche, parce que l'utilisation d'eau potable à cette fin s'apparente vraiment à du gaspillage.



Je pense qu'il est indispensable de mettre en place des initiatives de ce genre. Et en plus d'avoir ces initiatives, je pense que c'est important que les citoyens en soient informés. Le projet «Road Trip» permet à des jeunes Européens d'en avoir un aperçu, et j'en suis ravie. J'espère que, comme moi, ils comprendront mieux la situation actuelle.»

YLDAU (24, Pays-Bas, Route Atlantique)

«Je vis en Europe depuis près de cinq ans. D'une certaine manière, j'avais l'impression de faire partie de l'Europe, mais le projet «Road Trip» m'a permis de m'imprégner davantage de la culture européenne, de rencontrer différentes personnes chaque jour, toutes uniques à leur manière. Je considère l'Europe comme un grand pays grâce à l'Union européenne et à son principe de suppression des frontières dans un esprit d'unité. En plus des expériences vécues et des lieux visités le long de la route au cours de ce mois, ce que j'apprécie le plus, ce sont les personnes avec lesquelles j'ai passé ces jours (Yldau, Ynke, Frank et Sidney). Aujourd'hui, ce sont mes amis, et l'amitié n'a pas de prix pour moi.»



FABIAN (25, Équatorien vivant à Vilnius, Lituanie, Route Atlantique)

«Quand je me demande d'où je viens, l'Europe s'impose comme une évidence. En 2016, j'ai effectué un échange Erasmus et j'ai rencontré des personnes issues de tout le continent. Depuis lors, je suis à 100 % convaincue que mes valeurs et ma vision du monde ne sont pas allemandes mais européennes.



Quand j'étais sur la route avec mes quatre nouveaux amis, j'ai non seulement découvert la Belgique et sa culture légèrement différente (par rapport à mon pays), mais j'ai également appris à quel point nous étions sur la même longueur d'ondes au sujet de nos aventures européennes. Peu importe où nous nous trouvions, les habitants que nous avons rencontrés riaient des mêmes blagues et s'inquiétaient des mêmes choses que nous. Ils nous ont permis de ressentir et de comprendre la signification de l'Union européenne. Elle nous relie, les Européens, pour que nous puissions bâtir une communauté solidaire et pacifique.

J'ai également réalisé que l'UE ne se passe pas qu'à Bruxelles. L'UE, c'est aussi les citoyens qui identifient les problèmes de leurs régions et qui veulent apporter un changement, et ce sont eux qui donnent véritablement un sens à l'UE. Bien que je n'aie pas entendu que des choses positives sur l'UE, je pense qu'il est plus important que jamais de connecter les pays et de se concentrer sur nos points communs plutôt que sur nos différences.»

LOUISA (26, Allemagne, Route Méditerranée)

«Je suis maintenant rentré dans mon pays depuis un moment, et je ne me suis pas encore tout à fait remis de ce voyage. Il m'a en effet profondément marqué: tous ces pays différents, toutes ces personnes et ces cultures. Ce projet a complètement changé ma vision de l'Europe! Et je lui en suis infiniment reconnaissant! Mais ce n'est pas juste ma vision des pays de l'UE qui a changé, c'est aussi ma vision de l'UE elle-même. J'ai découvert comment certains projets apportent une aide et contribuent à la croissance, et ça m'a fait plaisir à voir. C'est peut-être un peu stéréotypé, mais quand je pensais à l'UE, j'imaginai des hommes en costume taillé sur mesure, assis autour d'une grande table ronde à prendre des décisions sur le monde. C'est le cas, mais ils travaillent aussi très étroitement avec des petits projets locaux qui font tout leur possible pour créer un bel avenir pour les prochaines générations en protégeant la nature. En résumé, après ce voyage, j'avais une meilleure idée de l'UE et je suis extrêmement fier d'en faire partie et de pouvoir dire que je suis Européen.»



LOUIS (21, Belgique, Route Méditerranée)



Le «bateau vert» unique alimenté à l'énergie solaire a emmené les voyageurs vers une île secrète entre la Grèce et l'Albanie

POUR EN SAVOIR PLUS



<https://roadtripproject.eu/>



<https://www.facebook.com/EUinmyregion/>



<https://www.instagram.com/euinmyregion/>



<https://www.youtube.com/user/RegioNetwork>



ACTUALITÉS [EN BREF]

LANCEMENT DU POINT D'INFORMATION ET DE L'OUTIL DE RECHERCHE DE FINANCEMENT EUROACCESS MACRO-REGIONS

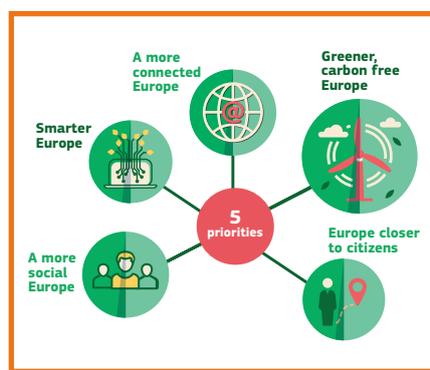
Depuis 2016, EuroAccess est un point d'information central en ligne sur les opportunités de financement de l'UE dans la région du Danube. Il a tellement fait ses preuves que le site a désormais été étendu pour couvrir les quatre stratégies macrorégionales: la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, la stratégie de l'UE pour la région alpine, la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique et la stratégie de l'UE pour la région du Danube.

EuroAccess, agissant comme une passerelle vers le financement de l'UE, fournit les données essentielles de plus de 200 programmes de financement de l'UE, y compris (mais sans s'y limiter) de tous les programmes Interreg qui opèrent dans la portée géographique des stratégies macrorégionales de l'UE. Les demandeurs potentiels peuvent chercher des appels d'offres ouverts pour des propositions de projets et filtrer les résultats selon, par exemple, leur type d'organisation, leur pays d'origine, et la thématique de leur idée de projet. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

www.euro-access.eu

«ÉCHELLE DE PROGRESSION VERS L'EXCELLENCE» AIDE LES RÉGIONS À DEVENIR PLUS INNOVANTES



La Commission renouvelle l'initiative «Échelle de progression vers l'excellence» pour apporter un soutien et une expertise continus et sur mesure aux régions qui accusent un retard en matière d'innovation. Relancée cet été, l'initiative, coordonnée par le Centre commun de recherche, aidera les régions à élaborer, actualiser et affiner leurs stratégies de spécialisation intelligente avant le début de la période budgétaire 2021-2027. Elle les aidera également à identifier les ressources adéquates de l'UE pour financer des projets innovants et à s'allier avec d'autres régions disposant d'atouts similaires afin de créer des pôles d'innovation. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!wJ78cQ>

LA CAMPAGNE #EUINMYREGION ENCOURAGE UN ÉTÉ DE DÉCOUVERTE



La campagne européenne annuelle destinée à montrer aux citoyens les projets financés par l'UE dans leurs régions. Elle cherche à impliquer les citoyens et à les inciter à découvrir de leurs propres yeux des milliers de projets financés par l'UE, tout en encourageant les participants à partager des images et des expériences via les réseaux sociaux et des concours. Les concours de photos et de rédaction de blog sont toujours aussi populaires, et le site web de la campagne propose désormais des vidéos et des témoignages de professionnels ayant visité un projet à Charleroi en Belgique, ainsi qu'une carte interactive facilitant la découverte des projets participants à travers le continent. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!BD89TH>



Pont Samuel Beckett, Dublin

Les avancées de l'Irlande en matière d'innovation

Les Irlandais n'ont longtemps connu la politique de cohésion qu'à travers son financement destiné à asphalter leurs autoroutes, mais elle alimente désormais de plus en plus la croissance économique du pays en soutenant l'innovation et les PME. La nouvelle compétitivité est particulièrement importante alors que l'Irlande se prépare aux éventuelles répercussions du *Brexit*.

Située dans l'Atlantique Nord, à l'ouest du Royaume-Uni, l'Irlande s'étend sur quelque 70 000 km² et compte 4,76 millions d'habitants, dont un tiers a moins de 25 ans. Elle a rejoint la Communauté économique européenne en 1973 et fait partie de la zone euro depuis 1999.

Après une période de croissance économique rapide entre le milieu des années 1990 et la fin des années 2000 qui lui a valu le surnom de «Tigre celtique», l'Irlande a été fortement touchée par la crise financière mondiale qui a débuté en 2008 et qui a finalement nécessité un sauvetage de l'UE et du Fonds monétaire international suivi par des années d'austérité budgétaire.

Avance rapide jusque 2018. Les bonnes performances économiques de l'Irlande masquent les effets de la crise passée, d'autant qu'elles font partie des meilleures d'Europe. Le PIB du pays a augmenté de 7,8% l'année passée, ce qui en a fait l'économie à la croissance la plus rapide de l'UE en 2017. Et son taux de chômage, à 5,9% en avril 2018, se situe bien en-deçà de la moyenne européenne.

Avec son environnement fiscal favorable qui attire de nombreuses multinationales, le secteur industriel domine l'économie irlandaise, et représentait 38,9% en 2016. Parmi les autres contributeurs de premier plan figurent le commerce de gros et de détail, le transport, l'hébergement et la restauration. Ainsi, les exportations du secteur agro-alimentaire du pays ont dépassé un milliard d'EUR par mois pour la première fois en 2017, selon l'Irish Food Board (organisme irlandais pour l'alimentation), et son plus important marché est celui du Royaume-Uni.

En tout, le commerce intra-UE représente 51% des exportations de l'Irlande, et le Royaume-Uni et la Belgique sont ses plus grands partenaires avec 13% chacun. En ce qui concerne les importations, 68% proviennent de l'UE, et le Royaume-Uni se place en première position avec 29%.

Étant donné le volume des échanges entre les deux pays et leur proximité géographique, l'Irlande fait partie des nations de l'UE les plus affectées par la décision britannique de sortir de l'Union européenne qui entraîne quelques incertitudes pour son avenir.

Investir dans l'innovation et la compétitivité

Le financement de la cohésion continue à jouer un rôle important dans le développement de l'économie irlandaise. Pour la période 2014-2020, le pays recevra jusqu'à 3,4 milliards d'EUR d'aide des fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI), et environ 2,6 milliards d'EUR (ou 79% du total) ont déjà été alloués aux projets à la fin de l'année passée.

« Le financement de la cohésion continue à jouer un rôle important dans le développement de l'économie irlandaise. Pour la période 2014-2020, le pays recevra jusqu'à 3,4 milliards d'EUR d'aide des fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI), et environ 2,6 milliards d'EUR (ou 79 % du total) ont déjà été alloués aux projets à la fin de l'année passée. »

Ces fonds ESI, notamment le Fonds européen de développement régional (FEDER), aident l'Irlande à relever les principaux obstacles à la croissance inclusive et à la convergence. Ce défi implique de privilégier l'investissement public et privé dans l'innovation, en particulier dans les petites et moyennes entreprises (PME) considérées comme accusant un retard par rapport aux multinationales basées en Irlande, tout en encourageant le développement de nouveaux produits et services en soutenant la coopération entre les entreprises irlandaises et les centres de recherche. Ce point est particulièrement important dans le contexte ambigu et risqué du *Brexit* étant donné que le renforcement de la compétitivité des entreprises pourrait mener à de nouveaux marchés alternatifs pour les produits irlandais.

Compte tenu de la situation, 35 %, soit la plus grande allocation, du co-investissement du FEDER pour l'Irlande sont destinés à la recherche, au développement technologique et à l'innovation (RDTI).

Cette répartition a déjà fait ses preuves à diverses reprises. Les résultats comprennent la création de 3 400 nouveaux emplois dans des entreprises soutenues par le FEDER et une aide sous forme de co-investissement pour 35 000 entreprises. Soixante-dix nouvelles jeunes entreprises et entreprises dérivées ont été créées suite à la participation active de 900 sociétés avec le cofinancement de centres de recherche stratégiques. Entre-temps, quelque 860 nouveaux chercheurs travaillent au service de l'innovation, ce qui a entraîné la délivrance de 250 nouvelles

licences commerciales. En outre, la région du Nord et de l'Ouest couverte par le programme BMW du FEDER a été choisie comme une région européenne entreprenante en 2018.

Les recommandations par pays de la Commission pour l'Irlande suggéraient de prendre des mesures pour favoriser la croissance de la productivité des firmes irlandaises, en particulier des PME, en «stimulant la recherche et l'innovation avec des politiques ciblées, des formes plus directes de financement et une coopération plus stratégique avec les multinationales étrangères, les centres de recherche publics et les universités». Ces actions s'appuieraient sur les recommandations de l'année précédente. Les investissements du FEDER pour la période de financement 2021-27 seraient étroitement liés au Semestre européen et aux recommandations par pays.

La proposition de la Commission pour la période 2021-2027 autorise les États membres plus développés comme l'Irlande à investir entre 85 % et 100 % de leur allocation du FEDER dans l'innovation. Cette option permettrait à un État membre qui décide de le faire de franchir un grand pas vers la future compétitivité.

Le déploiement de la large bande à très haut débit représente également un domaine bénéficiant d'un co-investissement du FEDER. Une fois entièrement en place, le Plan national en matière de large bande permettra de surmonter les défis liés à la connectivité, aussi bien pour les PME que pour les citoyens, en répandant l'accès à l'internet aux vitesses ciblées par la



Société européenne du gigabit dans environ 90% du pays, ce qui revêt une importance particulière pour les régions rurales plus isolées.

Les entreprises irlandaises attendent l'accès à un tel réseau de pointe depuis l'arrivée de l'internet rapide et fiable qui a considérablement contribué à la croissance et aux ventes internationales grâce au commerce électronique.

Le financement de la cohésion favorise également la transition du pays vers une économie sobre en carbone, avec plus de 120 millions d'EUR de soutien du FEDER. Les projets visant l'efficacité énergétique et la réduction des gaz à effet de serre ont déjà bien progressé.

En outre, l'aide se concentre sur le développement des compétences numériques de la population active irlandaise afin de lui offrir davantage de débouchés. Le rapport par pays de 2018 pour l'Irlande et un tableau lié au socle européen des droits sociaux ont par ailleurs souligné cette lacune.

Coopérer grâce à la politique de cohésion

Pour l'avenir, l'Irlande considère la politique de cohésion comme une pierre angulaire de la croissance, aussi bien la sienne que celle de l'UE dans son ensemble. La politique de cohésion peut jouer un rôle déterminant dans la consolidation et le renforcement de la capacité de l'Union à relever les défis à venir. ■

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU CO-INVESTISSEMENT DU FEDER EN 2014-2020 À CE JOUR:

- formation en entreprise pour 50 000 participants
 - co-investissement financier pour 35 000 entreprises
 - activités de formation en entreprise pour 30 000 étudiants
 - formation en gestion, en marketing et en exportation pour 30 000 entreprises
 - 3 400 nouveaux emplois dans des entreprises soutenues par le FEDER
 - 900 entreprises engagées auprès de centres de recherche stratégique menant à la création de plus de 70 nouvelles jeunes entreprises et entreprises dérivées
 - 860 nouveaux chercheurs qui se consacrent aux innovations
 - 270 nouveaux partenaires industriels travaillant avec des centres de recherche
 - octroi de 250 licences grâce à la recherche
-

Irlande

Population

Les projections de l'ONU estiment la population de l'Irlande à environ 4,8 millions d'habitants. Située dans l'Atlantique Nord, l'Irlande est la troisième plus grande île d'Europe et couvre une superficie de 84 421 kilomètres carrés. L'Irlande occupe 5/6^e de l'île, et l'Irlande du Nord (partie du Royaume-Uni) occupe le reste. Dublin est la capitale et la plus grande ville d'Irlande avec une population urbaine de 1,11 million d'habitants.

Économie

Selon des estimations de la Commission européenne, l'économie irlandaise a augmenté de 7,8% en 2017, à savoir trois fois plus rapidement que l'ensemble de la zone euro. Ses perspectives économiques restent prometteuses, bien que les risques se soient accrus: le PIB réel a augmenté de 7,4% par rapport à l'année précédente et devrait encore augmenter de 4,4% en 2018 et de 3,1% en 2019. Dans ses dernières perspectives trimestrielles, le groupe des entreprises et des employeurs (IBEC) prévoit une croissance de 4,2% en 2018, ce qui devrait suffire pour surmonter les effets négatifs liés au *Brexit*.

Marché du travail

Atteignant 5,9% en avril 2018, le taux de chômage de l'Irlande se situe bien en-deçà de la moyenne de l'UE. En janvier 2018, le gouvernement a annoncé des réformes pour relier le financement des établissements d'enseignement supérieur à la mise en œuvre des principales priorités nationales, y compris un meilleur alignement sur les besoins en matière de compétences dans l'économie, de plus hauts niveaux de performance et d'innovation, le développement de la recherche; en particulier avec les partenaires industriels, un meilleur accès pour les étudiants défavorisés, et l'amélioration des opportunités d'apprentissage flexibles et tout au long de la vie. Ces mesures approfondiront les politiques et les objectifs 2014-2020 du FEDER et du FSE dans le pays.



Secteurs clés

Le secteur des exportations, emmené par les machines et les équipements, les ordinateurs, les produits chimiques, les dispositifs médicaux, les produits pharmaceutiques, les denrées alimentaires et les produits d'origine animale, est dominé par les multinationales étrangères qui représentent une part considérable de l'économie. Le secteur agro-alimentaire de l'Irlande dépend beaucoup du marché britannique, alors que plus de 43% de ses produits agro-alimentaires ont été exportés vers le Royaume-Uni en 2015. Les exportations agro-alimentaires du pays ont ainsi dépassé un milliard d'EUR par mois pour la première fois en 2017. Lorsque des produits non comestibles tels que la sylviculture sont compris, les exportations agro-alimentaires totales s'élevaient à 13,5 milliards d'EUR en 2017. Le secteur laitier a enregistré les meilleurs résultats avec une hausse de 19%, les exportations se sont ainsi chiffrées à plus de quatre milliards d'EUR. Le secteur du bœuf s'est également bien porté avec une augmentation des exportations de près de 5%, pour atteindre environ 2,5 milliards d'EUR.

Spécialisation intelligente, recherche et innovation

L'Irlande est un solide innovateur grâce à ses priorités en matière de spécialisation intelligente dans: la fabrication et l'industrie; les technologies de l'information et de la communication; la production et la distribution d'énergie; la santé humaine et le travail social; et les principales technologies habilitantes.

De nouvelles dépenses publiques dans le domaine des RTDI sont toujours nécessaires pour rendre les firmes irlandaises indigènes plus dynamiques et innovantes, et donc plus compétitives sur le marché mondial. En outre, elles doivent identifier de nouveaux marchés alternatifs pour compenser les répercussions du *Brexit*. Au cours de la période actuelle 2014-2020, le co-investissement des PO du FEDER dans les RDTI s'élève à 35%, soit sa plus grande part d'allocations en Irlande.



TREMLIN POUR LES FUTURES JEUNES ENTREPRISES

PorterShed est une initiative destinée à soutenir les jeunes entreprises technologiques ayant des ambitions mondiales. Situé dans le centre-ville de Galway, le projet constitue la première étape de la création d'un pôle d'innovation destiné à soutenir les jeunes entreprises et les PME à fort potentiel dans l'Ouest de l'Irlande. Fondé sur la communauté, la collaboration et la connectivité, PorterShed fournit un espace de travail coopératif pour les entrepreneurs ainsi qu'une assistance telle que l'accès aux investisseurs et des conseils financiers.

Les entreprises qui utilisent les installations couvrent de nombreux domaines informatiques, y compris les logiciels, le développement de films, le service à la clientèle, l'enseignement des langues, le paiement sans contact, la mode et la formation. PorterShed, qui sert d'exemple aux jeunes entreprises technologiques de Galway, abrite plus de 30 entreprises innovantes et compte plus de 90 membres, en plus de bureaux partagés pour les membres temporaires et d'un espace ouvert pour les événements et les ateliers.

<https://portershed.com/>



UNE APPROCHE JUDICIEUSE DE L'ANALYSE DES DONNÉES

L'**Insight** Centre for Data Analytics est une initiative conjointe entre des chercheurs de l'Université de la ville de Dublin, l'Université nationale d'Irlande à Galway, l'Université de Cork, l'Université de Dublin et d'autres institutions partenaires. Insight regroupe plus de 400 chercheurs, bénéficie d'un financement de plus de 100 millions d'EUR et compte plus de 80 partenaires de l'industrie, afin de placer l'Irlande au centre de la recherche mondiale en matière d'analyse des données.

En facilitant la prise de décision, l'analyse de données permet d'améliorer notre approche, qu'elle concerne les listes d'attente dans les hôpitaux, l'utilisation de l'énergie, ou la publicité. Située à l'intersection des secteurs universitaire et industriel, elle mène actuellement des projets de recherche qui devraient bénéficier à certains domaines comme la gestion des maladies chroniques et la rééducation, les nouveaux capteurs personnels, la connexion entre la santé et les sciences de la vie, et la société analytique. Il s'agit ici de secteurs modernes qui proposeront des emplois hautement qualifiés et renforceront le potentiel de croissance des régions irlandaises. La coopération Insight a également créé plusieurs entreprises dérivées et start-up.

<https://www.insight-centre.org/>



UNE AIDE LOCALE POUR STIMULER LA COMPÉTITIVITÉ DES PME

Les **Local Enterprise Offices** (LEO), sous l'égide d'Enterprise Ireland, sont d'importants points de contact sous forme de guichets uniques pour les firmes et les entreprises locales d'Irlande. Le personnel fournit des conseils, des informations et une aide pour démarrer ou développer une entreprise. Grâce au réseau d'autorités locales irlandaises, 31 équipes dévouées proposent toute leur expérience, leurs compétences et leurs services. Ainsi, en 2017, le LEO de Galway a participé à 321 activités de formation et à des programmes de mentorat de six mois; proposé une assistance pour les designers innovants et créatifs; dispensé une formation précoce pour les jeunes entreprises, etc.



Exemples de deux petites firmes qui ont bénéficié d'une formation/assistance en gestion de ce LEO:

Kinvara: une entreprise de soin naturel de la peau qui est désormais prête à exporter. Sa fondatrice, la Dr Joanne Reilly, une ancienne scientifique, est devenue femme d'affaires en 2011. Elle a créé une nouvelle marque et un site web en 2017 lorsque la firme a enfin eu accès à la large bande à très haut débit, et a connu une augmentation de près de 100% de ses ventes en ligne en seulement quelques semaines!

Skylark Attic Stairs: en 2015, 95% de sa production était destinée au Royaume-Uni; mais en 2016, ses ventes ont chuté de 80%. Cette situation a convaincu son propriétaire de suivre le Lean Strategy Course organisé par LEO, ce qui a permis à l'entreprise de recevoir un brevet américain et une commande pour son produit en 2017. Elle envisage désormais de se développer. 75% de son produit est d'origine locale, ce qui crée de l'emploi local. Elle vend via Google AdWords et prévoit d'accroître ses ventes à 5 000 unités par an.

<https://www.localenterprise.ie/About-Us/Case-Studies/>

En plus des LEO, le Commercialisation Fund d'Enterprise Ireland et ses projets, également cofinancés par le FEDER, jouent un rôle déterminant en soutenant la création de jeunes entreprises technologiques et le transfert d'innovations développées dans les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche aux industries du pays.

RÉPONDRE PRÉCISÉMENT AUX BESOINS

Aerogen est la principale entreprise de dispositifs médicaux au monde spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes très performants d'administration de médicaments en aérosol qui révolutionnent la médecine dans les hôpitaux du monde entier. Sa technologie brevetée de maille vibratoire transforme le médicament liquide en brume de fines particules qui apporte délicatement et efficacement le composé dans les poumons des patients de tous âges gravement malades.

À ce jour, cette technologie révolutionnaire en palladium compte plus de 100 brevets, est vendue dans plus de 75 pays et a servi à soigner plus de six millions de patients. Par rapport à un nébuliseur standard de petit volume, ce dispositif offre une réduction de 32% des débits de dose efficace; une diminution de 37 minutes de la durée médiane du séjour avec la dose efficace, et une réduction de 75% de l'utilisation de médicaments. Aidé dès le départ par un co-investissement du FEDER, Aerogen joue déjà un rôle considérable dans le domaine médical.

<https://www.aerogen.com/fr/>





RÉVOLUTIONNER LE CONTENU NUMÉRIQUE

ADAPT est le centre mondial d'excellence de l'Irlande en matière de contenu numérique. Cet important centre de recherche multi-institutionnel de classe mondiale a récemment bénéficié d'un financement supplémentaire de 50 millions d'EUR. Il associe l'expertise des chercheurs et des partenaires de l'industrie pour produire une innovation révolutionnaire dans le contenu numérique qui change la manière dont les personnes interagissent avec le contenu, les systèmes, et entre eux.

Le centre regroupe l'expertise de chercheurs internationaux issus de quatre universités de Dublin (le Trinity College, l'Université de la ville,

l'Université et l'Institut de technologie) et celle des partenaires de l'industrie pour créer des innovations révolutionnaires dans le domaine du contenu numérique. Grâce à un co-investissement du FEDER s'élevant à six millions d'EUR, il élabore des outils de transformation qui permettent à l'utilisateur de découvrir des données sous forme de vidéos, de texte, d'audio et d'images de manière naturelle dans différentes langues et sur différents dispositifs. Il aide également les entreprises à exploiter les opportunités du contenu numérique et réinvente la façon de connecter les personnes, les processus et les données pour créer une nouvelle valeur économique.

<https://www.adaptcentre.ie/>

L'EXPERTISE DANS UN MONDE CONNECTÉ

CONNECT – Le Centre de recherche pour les réseaux et les communications du futur de la Science Foundation Ireland (SFI) collabore avec plus de 35 entreprises dont de grandes multinationales, des PME et des jeunes entreprises. Il rassemble l'expertise de classe mondiale de dix établissements universitaires irlandais pour créer un guichet unique centré sur la recherche en télécommunications, le développement et l'innovation (Internet des objets).

L'objectif de ce programme cofinancé par le FEDER consiste à mettre en place un ensemble de centres de recherche de classe mondiale à grande échelle alignés sur les 14 domaines de recherche prioritaires identifiés dans le Research Prioritisation Exercise qui auront un impact économique considérable sur l'Irlande. **CONNECT** associe des scientifiques et des ingénieurs dans des partenariats mêlant le secteur universitaire et le secteur industriel pour aborder les questions importantes du domaine de la recherche; favoriser la création de nouvelles entreprises technologiques et le développement des entreprises technologiques existantes en Irlande; attirer l'industrie qui pourrait vraiment contribuer au pays et à son économie; attirer les talents et le capital en matière de recherche du monde entier; attirer, ancrer et essaimer les entreprises apparentées en Irlande; et augmenter le nombre de chercheurs formés par la SFI et employés dans l'industrie. ■

<https://connectcentre.ie/>





Tenir compte du passé pour se préparer aux défis de demain

Paschal Donohoe, ministre irlandais des finances, des dépenses publiques et des réformes, explique à *Panorama* comment l'Irlande a bénéficié de son adhésion à l'UE, et évoque la volonté du pays de s'engager davantage pour montrer aux citoyens européens ce que représentent la valeur ajoutée et le travail de l'Union pour eux.

En 2018, l'Irlande célèbre le 45^e anniversaire de son adhésion à l'UE. Comment le pays a-t-il évolué au fil du temps, et quel rôle le FEDER et le FSE ont-ils joué dans ce développement?

L'Irlande est un membre extrêmement fier et très engagé de l'Union européenne. Lorsque nous avons rejoint l'UE le 1^{er} janvier 1973, notre PIB ne s'élevait qu'à 67% de la moyenne de l'UE. Il se chiffre aujourd'hui à près de 180%, et nous sommes passés du statut de bénéficiaire net à celui de contributeur net du budget de l'UE.

Avant de rejoindre l'UE, la politique de l'Irlande en matière de commerce et d'industrie reposait, depuis des dizaines d'années, sur le protectionnisme et l'autosuffisance. Ces politiques de repli sur

soi ont entraîné une faible croissance économique, un taux de chômage élevé et une émigration de masse.

L'Irlande est désormais très ouverte sur l'extérieur. Le Royaume-Uni reste l'un de nos plus importants partenaires commerciaux, et représente plus de 13% des biens exportés, tandis que 52% des exportations sont destinés à d'autres États membres de l'UE et près de 27% aux États-Unis. L'Irlande est le quatrième plus grand exportateur de services financiers de l'UE, 15 des 20 meilleures banques mondiales sont basées dans notre pays, et les bailleurs irlandais du secteur de l'aviation gèrent l'équivalent de 26% de la flotte aérienne mondiale ici.

Bien que nous ayons certainement connu des défis au cours des dix dernières

années, en raison de la crise bancaire et de la récession qui en a découlé, l'économie irlandaise est désormais dans une position forte. Nous enregistrons la plus importante croissance du PIB d'Europe avec 7,8% pour 2017, et notre taux de chômage s'élève désormais à 5,9% (avril 2018).

Bien sûr, tout ceci n'est pas dû uniquement à notre adhésion à l'UE. Toutefois, cette adhésion, y compris l'importante contribution de la politique de cohésion au fil des ans, nous a offert de nombreuses opportunités et a joué un rôle considérable dans nos avancées économiques et sociales.

Cette métamorphose économique s'est traduite en une amélioration de la qualité de vie de nos citoyens. Ils profitent d'un



meilleur niveau de vie, nos travailleurs sont protégés par une solide législation du travail, des règles en matière de sécurité alimentaire protègent nos familles, et nous améliorons et protégeons l'environnement pour les futures générations.

Les chiffres du dernier Eurobaromètre (mai 2018) montrent que 81 % des Irlandais estiment que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose, par rapport aux 60 % de la moyenne européenne. Et 74 % des Irlandais sont satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans l'UE, tandis que 62 % estiment que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE (32 % pour la moyenne de l'UE).

Les fonds structurels ont joué un rôle important en Irlande, comme ils le font aujourd'hui dans nos États membres plus récents. Par exemple, le financement de l'UE a permis de mettre à jour les infrastructures physiques critiques et a renforcé l'investissement dans l'éducation et la formation ainsi que dans la recherche, le développement et l'innovation, des domaines que nous avons toujours privilégiés.

L'UE a joué un rôle politique très important dans le processus de paix en Irlande du Nord. Depuis 1995, différents programmes PEACE ont collectivement contribué à hauteur de 2,26 milliards d'EUR aux économies d'Irlande du Nord et des comtés limitrophes d'Irlande (Cavan, Donegal Leitrim, Louth, Monaghan et Sligo). Ce programme soutient des projets en faveur de la réconciliation des communautés pour bâtir un avenir commun. Depuis 1991, différents programmes Interreg ont collectivement contribué à hauteur de 1,13 milliard d'EUR aux économies d'Irlande du Nord et de la région frontalière d'Irlande et, depuis 2007, de l'Écosse occidentale. Ces deux programmes sont des moteurs importants du développement régional dans un contexte transfrontalier. Le soutien des fonds structurels aux deux programmes ne représente pas

seulement une source considérable de financement, mais c'est aussi un élément indispensable de l'engagement continu de l'UE au renforcement de la paix et à la réconciliation.

Comment l'utilisation des fonds de l'UE par l'Irlande a-t-elle évolué face aux changements survenus dans votre économie et votre société?

Dans le passé, l'Irlande bénéficiait beaucoup des fonds structurels, mais ces derniers ont régulièrement diminué en fonction de la croissance de notre économie, et sont par exemple passés de 5,4 milliards d'EUR pour la période de programmation 1994-1999 à 1,2 milliard d'EUR pour la période 2014-2020. Auparavant, cet investissement était fortement pondéré en faveur des infrastructures physiques et contribuait à financer des projets importants comme cinq routes interurbaines essentielles, le tunnel du port de Dublin, la construction de l'auto-route périphérique M50, et plusieurs projets de transports publics à large échelle, y compris les systèmes de chemin de fer et de tram de la banlieue de Dublin. Cependant, à côté de ces dépenses en capital physique, un investissement considérable a également été affecté au développement du capital humain grâce à l'éducation et la formation, au renforcement des compétences des travailleurs et au soutien des capacités de recherche.

Illustrant la nature changeante des économies irlandaise et mondiale, le co-investissement du FEDER pour l'Irlande en 2014-2020 est désormais centré sur des projets relevant essentiellement du domaine de la recherche et de l'innovation, des TIC, de l'économie numérique, du soutien à la compétitivité des PME, et de la transition vers une économie sobre en carbone, tandis que le FSE continue à investir dans les personnes par le biais de l'éducation et de la formation. Ces investissements permettront de créer des emplois durables, stimuleront les exportations mondiales et soutiendront la croissance économique.

D'autres opportunités de financement continueront à se présenter au titre de divers programmes européens: Horizon 2020 et son successeur, Erasmus, Connecting Europe, COSME et d'autres programmes plus petits.

On dit que l'Irlande a grandement bénéficié du financement de l'UE dans le passé et, ces dernières années, du co-investissement du FEDER dans la recherche et l'innovation et la compétitivité des PME. Les résultats de ces investissements répondent-ils à vos attentes? Ce besoin est-il toujours présent? Quelles sont les principales opportunités pour l'Irlande?

Au fil des ans, l'Irlande a considérablement bénéficié d'une aide de l'UE, et elle a utilisé les fonds de manière efficace et efficace.

En ce qui concerne les domaines de dépenses, l'accent autrefois mis sur le soutien aux investissements d'infrastructures physiques porte désormais sur le soutien de la recherche, de l'innovation et du développement des PME, reflétant ainsi une plus grande compétitivité mondiale et la cadence rapide du changement. L'objectif actuel du pays en matière de recherche consiste à accroître l'investissement brut (public et privé) dans la recherche et l'innovation (R&I) à 2,5 % du PIB d'ici 2020. Malgré les augmentations des dépenses publiques et privées ces dernières années, y compris le soutien des co-investissements de l'UE, nous avons tout de même atteint cet objectif. Ceci s'explique en partie par la solidité de nos performances économiques et les hausses ultérieures des taux de croissance du PIB enregistrées ces dernières années. Le FMI et l'UE ont souligné le niveau de l'investissement public dans la R&I dans le cadre de leurs recommandations par pays, ce qui signifie que le soutien continu et accru reste une priorité essentielle après 2020.

Les avancées scientifiques et technologiques s'accroissent, et nous sommes en

« L'accent porte désormais sur le soutien de la recherche, de l'innovation et du développement des PME, reflétant ainsi une plus grande compétitivité mondiale et la cadence rapide du changement. »

concurrence dans un environnement global en constante évolution et extrêmement compétitif. Evoluer en fonction des changements constants nécessitera un meilleur financement pour la R&I et une aide pour permettre aux entreprises irlandaises de rester à la pointe. Nos établissements d'enseignement supérieur doivent former des diplômés ayant les compétences requises pour devenir des acteurs mondiaux en anticipant et en orientant les technologies de prochaine génération et les découvertes scientifiques.

Pour l'Irlande, les opportunités sont réelles. En ce qui concerne notre performance dans les produits pharmaceutiques, les TIC ou les services financiers, nous nous appuyons sur des bases solides. Nous nous concentrons sur le renforcement des capacités pour la prochaine génération de changements perturbateurs, en exploitant l'intelligence artificielle, en aidant les firmes à identifier et à cibler les nouveaux débouchés commerciaux, et en maintenant nos centres de recherche et de technologie à la pointe du changement. Dans ce domaine, le soutien du FEDER restera encore un élément important du financement. Les États membres de l'UE ne sont pas en concurrence pour l'instant, mais ils opèrent tous sur un marché mondial mobile très compétitif.

Quelles sont vos attentes pour la prochaine période de financement des fonds ESI 2021-2027, et quels défis importants devra surmonter l'Irlande?

Il ne fait aucun doute que la prochaine période de la politique de cohésion s'établit dans un contexte de défis importants pour l'Irlande et l'Europe dans son ensemble, y compris en ce qui concerne le *Brexit*, la migration, la sécurité et le terrorisme.

L'Irlande estime que le niveau des dépenses de l'UE devra être proportionné et adéquat par rapport aux niveaux globaux de financement disponible, et que les priorités et objectifs du CFP de l'après 2020 doivent être formulés dans ce contexte. Comme je l'ai dit précédemment, l'Irlande accorde une grande importance à son adhésion à l'UE. En tant que contributeur net, elle est ouverte à l'éventualité de contribuer plus au budget de l'UE. Cependant, je cois que, bien que nous devions être préparés à nous adapter aux priorités et aux défis changeants de l'UE, nous ne devons pas perdre de vue la valeur et la contribution des politiques traditionnelles, dont l'agriculture et la cohésion.

En ce qui concerne les défis auxquels l'Irlande sera confrontée, le *Brexit* représente un problème de taille, comme l'ont reconnu nos collègues en Europe. Nous leur sommes très reconnaissants de leur soutien durant les négociations, ce qui démontre concrètement la solidité et l'unité actuelles de l'UE-27. En dehors des questions primordiales du commerce et des défis physiques, nous avons également des liens historiques uniques et sensibles avec nos voisins immédiats. Cette situation se reflète dans la complexité des négociations sur la question de la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

C'est pourquoi, il est très important de poursuivre les programmes d'investissement tels que le FEDER, mais aussi PEACE et INTERREG après le *Brexit*. Je pense qu'aucun État membre ne devrait être désavantagé de manière disproportionnée par la décision prise par le Royaume-Uni de quitter l'UE. Il faut que l'UE utilise tous les outils à sa disposition, y compris la politique de cohésion, pour démontrer sa solidarité et son sou-

tien concrets à toutes les régions particulièrement affectées par les défis imposés par des tiers, dont le *Brexit*.

En tant que petite économie ouverte, l'Irlande est quelque part vulnérable aux chocs économiques externes. Mais les menaces et les opportunités représentent peut-être les deux côtés d'une même médaille. En anticipant et en répondant à la prochaine génération d'innovations, en satisfaisant les besoins divers et sophistiqués des consommateurs, en continuant à pénétrer de nouveaux marchés émergents et en restant compétitifs, nous pouvons mieux survivre à une crise dans l'un de nos domaines d'activités.

Pour la prochaine période de financement des fonds ESI, j'espère sincèrement que toutes les mesures pratiques seront prises pour garantir une mise en œuvre de la politique aussi simple et aisée que possible sur le terrain. Ce faisant, nous améliorerons notre efficacité pour les contribuables européens et nous produirons davantage de résultats positifs dans la pratique. Nous démontrerons ainsi de manière très visible la véritable valeur ajoutée de l'UE, et montrerons aux citoyens que l'Union travaille pour eux.

En reconnaissant la valeur de son adhésion à l'UE, l'Irlande est disposée à augmenter sa contribution au budget de l'UE pour autant que cette mesure apporte une valeur supplémentaire. Je suis impatient de collaborer étroitement avec mes collègues des autres États membres et ceux de la Commission et du Parlement européen pour améliorer les politiques et garantir des allocations adéquates des ressources dans les années à venir. Il s'agit d'un effort collectif pour lequel l'Irlande, consciente de son adhésion réussie à l'UE, se tient prête et est désireuse de jouer sa part. ■

POINT D'INFORMATION: UNE HISTOIRE DES INVESTISSEMENTS DE LA POLITIQUE RÉGIONALE PAR RÉGION 1988-2016

Comme annoncé dans *Panorama 64*, 2018 marque le 30^e anniversaire de la mise en œuvre de la politique régionale selon une approche de programmation fondée sur la gestion partagée. La réforme de 1998 a apporté un changement significatif en passant du financement par projet à l'approche de programmation, en accordant un plus grand rôle aux autorités nationales et régionales. Depuis 1988, l'Union européenne a connu d'importantes avancées dans sa construction. Au cours des quatre cycles budgétaires pluriannuels de l'UE (périodes de programmation), la portée et l'ampleur du financement de l'UE prévu pour lutter contre les disparités économiques, sociales et territoriales ont également évolué.

En avril 2018, la Commission a publié le dossier historique le plus complet des paiements du budget de l'UE du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion aux États membres et aux régions NUTS-2.

À quelles questions répondent ces informations et comment peuvent-elles être utilisées?

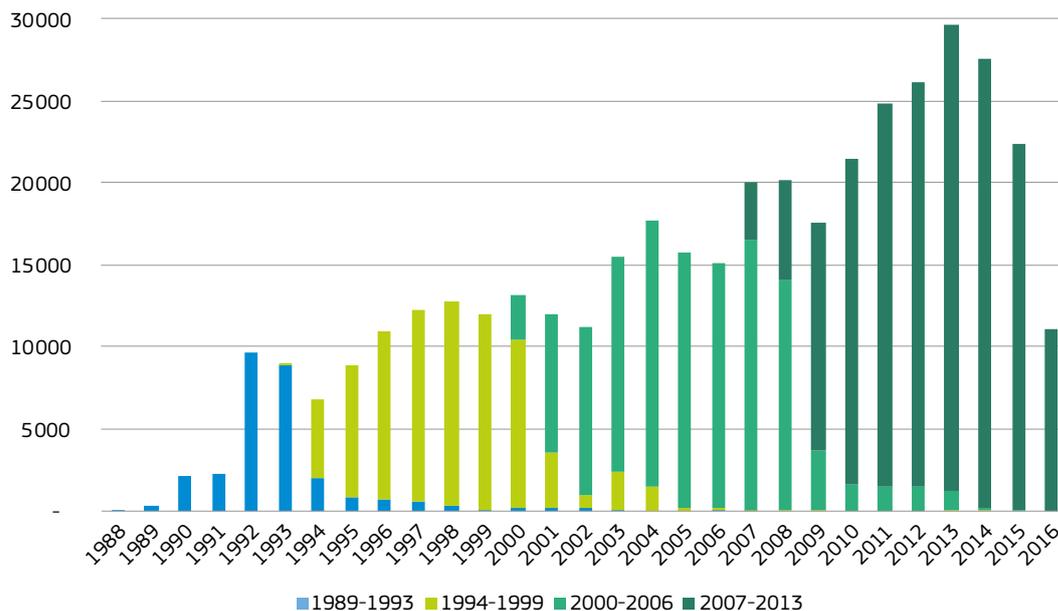
Avant tout, les données apportent la réponse à cette question faussement simple: «Combien ma région/mon pays a-t-elle/il reçu au titre de la politique régionale?» La réponse est désormais disponible grâce à la présentation harmonisée des paiements de l'UE effectués sur une base annuelle par les régions NUTS-2 depuis 1988.

20 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES INVESTISSEMENTS DU FEDER 1988-2016

Paielements de l'UE	en millions d'EUR
1. Andalousie, ES	22 000
2. Campanie, IT	13 177
3. Région Nord, PT	13 075
4. Sicile, IT	11 691
5. Attique, EL	9 325
6. Région Centre, PT	9 104
7. Pouilles, IT	8 838
8. Galice, ES	8 336
9. Communauté valencienne, ES	7 448
10. Castille-et-León, ES	6 782
11. Saxe-Anhalt, DE	5 975
12. Calabre, ES	5 957
13. Mazovie, PL	5 777
14. Lisbonne, PT	5 642
15. Macédoine-Centrale, EL	5 393
16. Castille-La Manche, ES	5 350
17. Estrémadure, ES	5 235
18. Macédoine-Orientale, Thrace, EL	5 188
19. Thuringe, DE	5 090
20. Brandebourg, DE	5 046

Une analyse annuelle des données montre également le chevauchement des périodes de programmation: lorsqu'un programme prend fin, un autre débute.

PAIEMENTS ANNUELS DU FEDER PAR PÉRIODE DE PROGRAMMATION (EN MILLIONS D'EUR)



Quels programmes de financement de l'UE sont couverts dans l'ensemble de données?

L'ensemble de données couvre non seulement le FEDER et le Fonds de cohésion, mais aussi le Fonds social européen et le Fonds européen agricole pour le développement rural, tel que montré ci-dessous:

en millions d'EUR	1989-1993	1994-1999	2000-2006	2007-2013
FEDER	28640	77736	122012	180547
FSE	N/A	N/A	66003	71000
FC	-	18078	30619	66186
FEOGA/Feader	923	17905	22200	86107
Total	29564	113719	240834	403841

Qui sera intéressé par l'ensemble de données?

Bien que l'ensemble de données ne représente pas d'intérêt direct pour la plupart des citoyens, de nombreuses parties prenantes de la politique de cohésion le trouveront utile. À la fin du mois de mai 2018, plus de 900 utilisateurs avaient visualisé l'ensemble de données, et 100 chercheurs et étudiants l'avaient téléchargé.

Ces données facilitent l'analyse économique des effets des fonds de l'UE, permettent de tester et de renforcer des théories économiques, et peuvent améliorer notre compréhension des mécanismes inhérents au développement régional.

Comment ont été compilées les données?

La compilation s'est déroulée en trois étapes:

- ☑ L'historique annuel des paiements de l'UE par programme a été extrait du système comptable de la Commission.
- ☑ Les paiements par programme ont alors été régionalisés par un consultant qui a utilisé les meilleures informations à sa disposition issues des programmes et estimé la répartition régionale lorsque les allocations détaillées n'étaient pas disponibles.
- ☑ Les paiements régionalisés annuels de l'UE ont ensuite été traités, en recourant à des techniques de modélisation, afin d'élaborer une meilleure estimation du moment auquel la dépense réelle a eu lieu et a mené aux paiements de l'UE.

Des informations sur les méthodologies utilisées pour la régionalisation et la modélisation de la dépense réelle sont fournies dans les rapports relatifs à l'ensemble de données. ■

Découvrir les données sur la plateforme de données ouvertes des fonds ESI <http://europa.eu/!wM48Cv>

Quelles questions souhaitez-vous que nous abordions dans le prochain Point d'information? Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu



Une bonne gouvernance pour la politique de cohésion

Quelle est l'importance d'une bonne gouvernance pour les investissements de la politique de cohésion? Quels sont les principaux défis rencontrés par les États membres et les régions dans ce domaine et comment vont-ils mieux les relever?

Telles étaient les principales questions posées aux hommes politiques, aux décideurs, aux chercheurs et aux praticiens durant la conférence «Bonne gouvernance pour la politique de cohésion» organisée par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne à Bruxelles le 24 mai 2018. Tous les orateurs ont convenu que la bonne gouvernance, des administrations fortes et performantes, ainsi qu'un environnement commercial positif sont des éléments essentiels à une politique publique fructueuse. Ce point est également confirmé par de récents rapports et études, notamment le 7^e Rapport sur la cohésion de la Commission et les dernières études de la Banque mondiale et de l'OCDE.

Une bonne administration et une gestion efficace sont tout aussi importantes à la réussite de la politique de cohésion en tant que principale politique d'investissement de l'UE. Dans son discours, la secrétaire générale adjointe de l'OCDE, Mari Kiviniemi, a déclaré: «Bénéficier de cet investissement, à une époque de réduction de l'investissement public dans l'Union européenne, est particulièrement vital.»

S'exprimant au nom de la présidence bulgare du Conseil de l'UE, le vice-premier ministre Tomislav Donchev a mis en avant le transfert de connaissances entre l'UE et les administrations nationales, ainsi qu'entre les administrations elles-mêmes. «La politique de cohésion améliore la vie de chacun. Il ne s'agit pas uniquement d'un processus d'investissement; c'est un processus d'apprentissage pour les administrations à tous les niveaux, étant donné que la gestion des fonds de l'UE entraîne une nouvelle mentalité, une nouvelle culture et de nouvelles habitudes.»

La Commission joue un rôle important de promoteur et de facilitateur. Au début de la conférence, le commissaire en charge de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche, Karmenu Vella, a mentionné les initiatives déjà en cours pour améliorer la gouvernance et la responsabilité dans les fonds de l'UE.

Tous les autres orateurs, dont le vice-premier ministre de Slovaquie Richard Raši, le ministre de la planification et des infrastructures du Portugal Pedro Marques, le ministre des investissements et du développement de Pologne Jerzy Kwieciński, le président du Comité des régions Karl-Heinz Lambertz et la députée du Parlement européen Constanze Krehl ont convenu que pour avoir une politique de cohésion efficace, elle devrait davantage s'appuyer sur la transparence et la participation des citoyens, et sur des professionnels hautement qualifiés, travaillant dans un environnement institutionnel et réglementaire stable et emmenés par un leadership solide et tourné vers l'avenir. Une autre priorité consiste à intégrer et à autonomiser tous les acteurs concernés: les partenaires sociaux, les établissements d'enseignement et les centres de recherche, les entreprises publiques et les organisations de la société civile.

Dans ses conclusions, le directeur général de la DG REGIO, Marc Lemaitre, a exposé la vision de la Commission sur le rôle central de la bonne gouvernance et des capacités administratives efficaces. Il a également anticipé certaines nouvelles initiatives importantes proposées dans le nouveau cadre destiné à encourager les États membres et les régions à accroître leurs efforts. Elles prévoient notamment une utilisation sim-

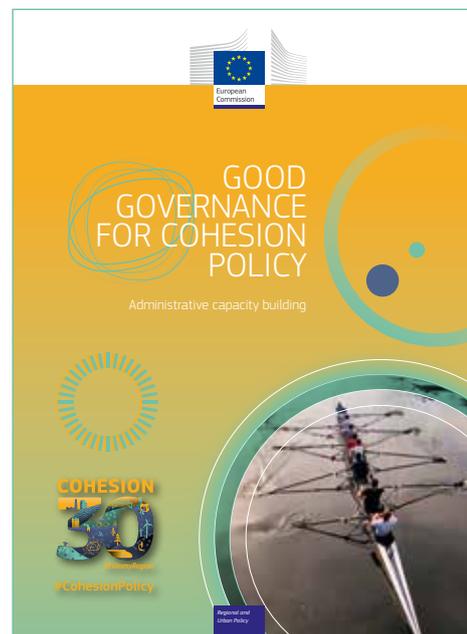


plifiée et ciblée de l'assistance technique, des feuilles de route stratégiques et complètes avec des incitations financières liées aux résultats obtenus, et des contrôles moins stricts pour les programmes dont la gestion et le contrôle se déroulent bien.

Afin de tester et de mettre au point des solutions pour la période après 2020, la Commission a également sélectionné cinq programmes de la politique de cohésion pour participer à une nouvelle action pilote sur les capacités administratives. Le programme Infrastructures de transport, environnement et développement durable en Grèce, le programme régional de Lublin en Pologne, le programme régional pour l'Estrémadure

en Espagne, le programme Compétitivité et cohésion en Croatie, et le programme Régions en croissance en Bulgarie bénéficieront d'un soutien adapté de la Commission et de l'OCDE pour améliorer la gestion des programmes financés par l'UE dans le nouveau cadre budgétaire.

Ci-dessous, nous avons sélectionné trois autres initiatives avec des exemples montrant comment TAIEX-REGIO PEER 2 PEER, les pactes d'intégrité et le cadre de compétences de l'UE contribuent à une meilleure gouvernance et à des investissements efficaces sur le terrain. ➤



Une brochure présentant les principales réalisations à ce jour en termes de renforcement des capacités administratives et de soutien spécifique aux États membres et aux régions est désormais disponible sur <http://europa.eu/!Xh73cf>

APPRENDRE À PARTAGER LES CONNAISSANCES ET LES BONNES PRATIQUES

Le système d'échange d'experts **TAIEX-REGIO PEER 2 PEER** fournit une plateforme pour les administrations des États membres de l'UE afin d'échanger des expériences en matière de politique de cohésion. Il aide les agents publics chargés des investissements du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion (FC) à partager des connaissances et des bonnes pratiques avec leurs homologues de leur État membre durant les missions d'experts, les visites d'étude et les ateliers.

Les administrations nationales ou régionales peuvent demander une aide sur un sujet directement lié au FEDER/FC. Les domaines couverts lors des précédents échanges concernaient notamment le développement urbain, la gestion des déchets, l'efficacité énergétique, l'innovation et la prévention de la fraude.

TAIEX-REGIO PEER 2 PEER est ouvert aux administrations publiques gérant un financement du FEDER et du FC, y compris les autorités de gestion, les organismes intermédiaires, les autorités d'audit, de certification et de coordination, et les secrétariats conjoints pour les programmes de coopération territoriale européenne.

Ainsa au pied des Pyrénées espagnoles en Aragon



Aperçu du renouveau rural

En mai 2017, des délégués des régions espagnoles d'Aragon, de Castile-et-Leon et de Castille-La Manche, d'Eurytanie en Grèce et du comitat croate de Lika-Senj ont visité la Highlands and Islands Enterprise (HIE) en Écosse au Royaume-Uni.

L'objectif consistait à découvrir les solutions trouvées par l'agence de développement du gouvernement écossais pour inverser l'exode rural et créer une croissance économique locale durable dans la région reculée des Highlands et des îles. Toutes les régions participant à l'échange rencontrent les mêmes défis. Elles comptent les plus faibles densités de population de l'UE et sont confrontées au vieillissement de la population, à l'exode rural et à la stagnation économique.

Globalement, la visite a permis aux participants de développer leurs connaissances en la matière et leur a donné des outils à utiliser pour améliorer leurs économies et la qualité de vie dans leurs régions qui sont désertées. Elles envisagent désormais de mettre en place de futurs partenariats et de rédiger un rapport «Lutter brillamment contre l'exode rural grâce à un nouveau modèle de développement rural: L'expérience de Highlands and Islands Enterprise» pour lancer le débat au sein de l'UE.

*«Grâce à TAIEX-REGIO
PEER 2 PEER, nous
avons reçu de nombreuses
informations sur le travail*



*quotidien d'une organisation publique
chargée du développement social et
économique de la région des Highlands et des
îles qui a déjà relevé des défis liés à l'exode
rural et à la stagnation. Il a, sans aucun
doute, permis de mettre en place toute une
série de futures initiatives conjointes entre
des régions qui rencontrent les mêmes
défis démographiques.»*

Joaquín Palacín Eltoro, directeur général de l'aménagement du territoire, gouvernement d'Aragon



La gastroentérologue Bojana Gostej dans son cabinet à l'hôpital de Trbovlje durant un contrôle des améliorations en matière d'efficacité énergétique

PACTES D'INTÉGRITÉ

La corruption entraîne d'importants coûts économiques et sociaux. Les marchés publics sont souvent perçus comme une cible de choix pour la corruption. Afin d'améliorer la transparence et l'efficacité des passations de marchés pour les projets financés par l'UE et augmenter l'efficacité de l'investissement de l'UE sur le terrain, la Commission et Transparency International (TI) encouragent les pactes d'intégrité. Lancée en 2015, cette initiative contribue à mieux protéger l'argent des contribuables européens et à accroître la responsabilité et la confiance dans les autorités publiques.

Le projet pilote «Pactes d'intégrité – Mécanisme de contrôle civil pour protéger les fonds de l'UE» regroupe les autorités publiques, le secteur privé et la société civile.

Un PI est un accord juridiquement contraignant entre un pouvoir adjudicateur, des soumissionnaires et un contrôleur indépendant de la société civile qui supervise sa mise en œuvre et garantit que toutes les parties respectent leurs engagements. Il vise

à renforcer la transparence et la responsabilité, la confiance et la réputation, à économiser de l'argent et intensifier la concurrence grâce à de meilleurs marchés. Outre leurs avantages évidents, les PI peuvent également entraîner des changements institutionnels, comme une plus grande numérisation, la simplification des procédures administratives fastidieuses, un meilleur environnement réglementaire et une meilleure gouvernance, et des services administratifs plus efficaces.

En tout, 17 projets cofinancés par l'UE ont été sélectionnés pour piloter les pactes d'intégrité dans 11 États membres de l'UE. Ils couvrent différents secteurs allant de la recherche et de l'innovation à l'environnement et la culture, en passant par le transport et le développement territorial, le renforcement des institutions et les soins de santé. En outre, TI et les organisations de la société civile partenaires proposent une formation sur la lutte contre la corruption, sur la transparence et le renforcement des capacités aux personnes impliquées dans les PI. ➤

Maintenir le cap dans la rénovation de l'hôpital

La corruption dans les marchés publics représente un grave problème. La Slovénie a déjà fait l'objet de contrôles, en particulier dans des domaines tels que les infrastructures et les soins de santé, avec des hôpitaux mal construits et dotés d'équipements coûtant plus qu'ils ne devraient.

Un des premiers PI signés entend lutter directement contre ces problèmes en offrant un aperçu de l'introduction de mesures d'efficacité énergétique à l'hôpital général de Trbovlje, à proximité de la capitale Ljubljana.



«Notre Pacte d'intégrité vise à améliorer la transparence du mécanisme de passation

et à impliquer les communautés concernées dans les activités de suivi. Si nous parvenons à ces objectifs, nous sommes certains d'améliorer le niveau de confiance de la population, qui fait partie des plus faibles de l'UE. Ce regain de confiance peut avoir un effet positif sur les processus participatif et démocratique et sur les institutions en général. Le manque de connaissances sur les marchés publics s'ajoute à la méfiance, mais nous entendons surmonter cet obstacle en recourant au pacte d'intégrité.»

Sebastijan Peterka, coordinateur du projet et chercheur,
Transparency International Slovénie

Le ministère slovène de la santé s'est associé à TI Slovénie pour garantir que toutes les parties impliquées dans l'appel d'offres se concentrent sur leurs responsabilités sociales visant à fournir un hôpital sûr et de bonne qualité pour les employés et les patients. TI Slovénie sensibilise le public au sujet du PI et élabore des procédures pour garantir des rapports sûrs pour les lanceurs d'alerte, tandis que les contractants devraient adhérer à la philosophie des PI en démontrant des pratiques commerciales honnêtes.

Le PI est un processus d'apprentissage continu: le pouvoir adjudicateur améliore sa capacité à organiser des procédures complexes tandis que TI Slovénie améliore sa capacité à contrôler les marchés publics et à identifier les risques et les irrégularités.

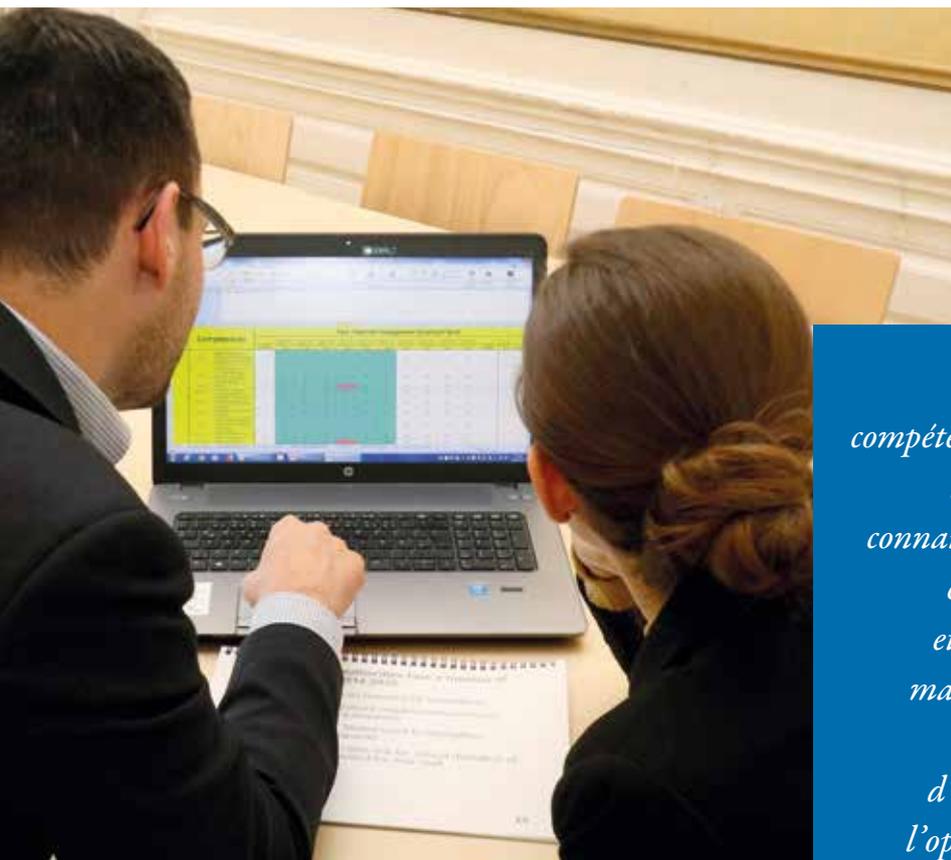
UN CADRE POUR UNE MEILLEURE PERFORMANCE

Les organismes participant à l'administration du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion peuvent désormais faire appel à une ressource gratuite destinée à les aider à améliorer la performance des membres de leur personnel.

Le cadre de compétences de l'UE peut servir à identifier les compétences et les connaissances dont les employés ont besoin pour gérer au mieux les fonds de l'UE. Il est à la disposition des organes de coordination nationaux, des autorités de gestion, d'audit et de certification, des secrétariats communs et des organismes intermédiaires. Un outil d'auto-évaluation complémentaire basé sur le web permet aux employés de déterminer leurs propres niveaux de compétences et de les comparer avec les objectifs d'évaluation et de développement de leur superviseur définis dans le Cadre. Les administrations peuvent également compiler les auto-évaluations pour mesurer leur performance globale et identifier les domaines à améliorer.

Les résultats des auto-évaluations servent à concevoir un programme d'apprentissage et de développement pour aider les employés et l'institution à combler leurs lacunes en matière de compétences. Les programmes pourraient intégrer une formation en classe et sur le lieu de travail, des séminaires et des présentations des bonnes pratiques pour le personnel, et le recrutement de nouveaux talents ou l'externalisation pour une plus grande efficacité.

Le recours au cadre de compétences de l'UE est volontaire, et la Commission ne consulte pas les données ni ne compare les résultats. Son site web est désormais disponible et propose des informations en anglais. D'autres langues suivront. Les administrations peuvent contacter la DG REGIO pour accéder à l'outil.



«Le cadre de compétences nous a aidés

à déterminer un niveau approprié de connaissances grâce à un dialogue structuré entre les gestionnaires et les employés, et à identifier les besoins spécifiques en matière de formation. Comme toujours, dans un échange avec les partenaires d'autres États membres, nous avons eu l'opportunité d'en apprendre plus sur les pratiques de gestion dans d'autres pays, de les comparer avec les nôtres, et de nous inspirer de ces expériences.»

Markus Seidl, directeur général,
Secrétariat ÖROK, Autriche

Amorcer le changement de l'autorité de gestion autrichienne

Le secrétariat de la Conférence autrichienne pour l'aménagement du territoire (ÖROK) est l'autorité de gestion du «Programme opérationnel: Investissements en termes de croissance et d'emploi Autriche 2014-2020». Il a recouru au cadre de compétences de l'UE dans un projet pilote impliquant des autorités de gestion de Bulgarie, d'Estonie, de Grèce, de Hongrie, de Pologne et de Roumanie.

Le cadre a permis à ÖROK d'évaluer les compétences déjà en place, d'identifier les futurs besoins en matière de formation, et de sensibiliser sur l'importance d'entreprendre une analyse structurée des critères de qualification.

Selon ÖROK, les résultats fournis par l'outil d'auto-évaluation étaient particulièrement utiles pour créer le profil des employés. Des discussions approfondies sur les compétences entre les employés et les superviseurs ont mené à une interprétation commune des qualifications de chaque employé nécessaires à sa fonction. Identifier conjointement les écarts de formation permet de proposer des options d'apprentissage à adapter plus spécifiquement aux besoins

et aux responsabilités de chacun. Un rapport final a présenté les formations pour le personnel ainsi que des informations relatives aux réseaux qui font la promotion du savoir-faire sur la mise en œuvre des fonds de l'UE.

Les informations sur la mise en réseau ont confirmé la stratégie de l'autorité de gestion visant à améliorer ses connaissances organisationnelles du financement de l'UE. Elle a depuis rejoint IQ-Net qui regroupe des partenaires régionaux européens pour améliorer la gestion des programmes des fonds structurels. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

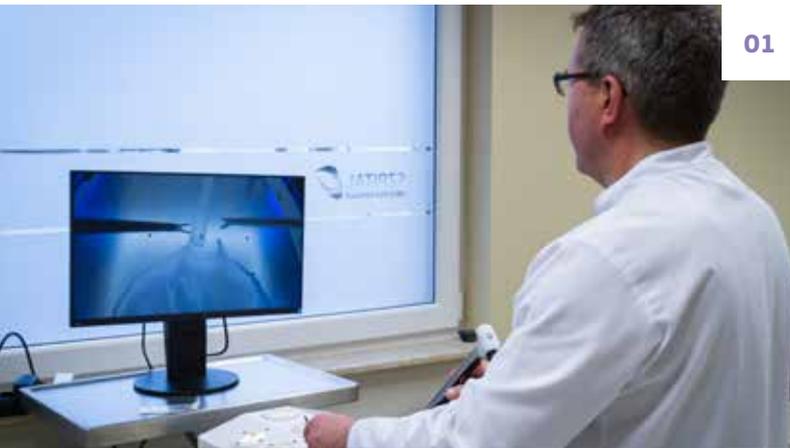
<http://europa.eu/!xX67bV>

PHOTOGRAPHIÉ EN POLOGNE

La Pologne investit actuellement une grande partie de son financement de l'UE pour la période 2014-2020 dans la promotion de l'innovation par le biais de projets qui bénéficient d'entrepreneurs ambitieux, de scientifiques créatifs et d'installations avancées en R&D dans le pays. Les projets illustrés ici proviennent de l'album «Innovations de Pologne: s'engager dans l'avenir» et ont été sélectionnés pour inspirer de nouvelles idées dans l'UE.



04



01



05



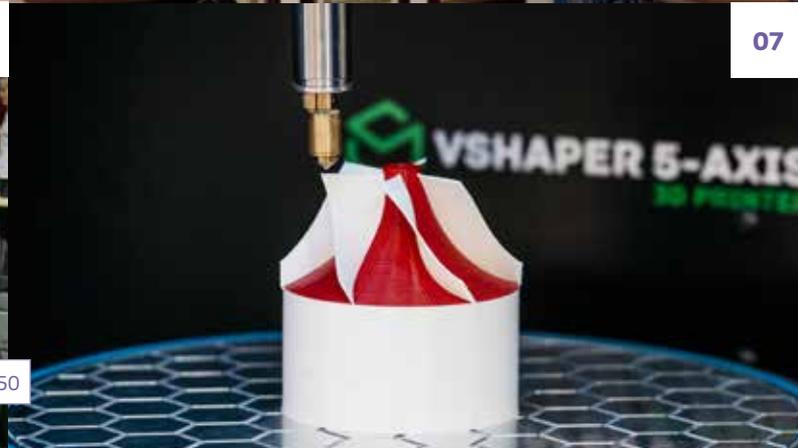
02



06

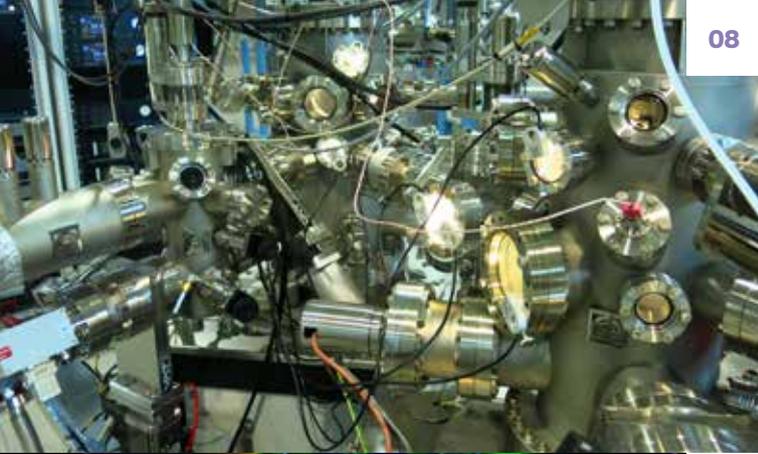


03



07

08



01 Des médecins et des chercheurs de l'Université Casimir-le-Grand, Bydgoszcz, peaufinent des organes artificiels.

02 Une prothèse de main innovante développée par une société basée à Wrocław, est moins chère et plus facile à réparer que les modèles traditionnels.

03 Dans un projet mené par l'Université des sciences de la vie de Poznań, un simulateur d'âge aide à concevoir des meubles sûrs et confortables pour les personnes âgées.

04 Les cellules photovoltaïques en pérovskite, imprimées sur un substrat élastique, sont plus légères, moins chères à produire et peuvent avoir différentes utilités.

05 Des capteurs sont utilisés par Airly à Cracovie pour mesurer et prédire avec précision la qualité de l'air et recueillir des données à publier en ligne.

06 Les revêtements en peinture intelligente, produits par une entreprise basée à Opole, repoussent les champignons et la moisissure dans les bâtiments, les installations d'entreposage des aliments et de traitement des eaux usées, entre autres applications.

07 Un fabricant de Rokietnica a conçu cette imprimante unique en 5D capable de développer des composants complexes d'un point de vue technologique.

08 Baltic TRAM fournit des services à long terme aux entreprises de la région de la mer Baltique pour les aider à améliorer les produits existants et en développer de nouveaux.

09 Les systèmes laser dédiés à la performance d'une firme basée en Grande-Pologne servent à créer des éclairages, des fontaines et des feux utilisés à des fins artistiques lors de festivals ou d'événements.

10 La solide valve hydraulique permet un contrôle très précis du flux hydraulique pour améliorer la sécurité dans les systèmes de contrôle des avions.

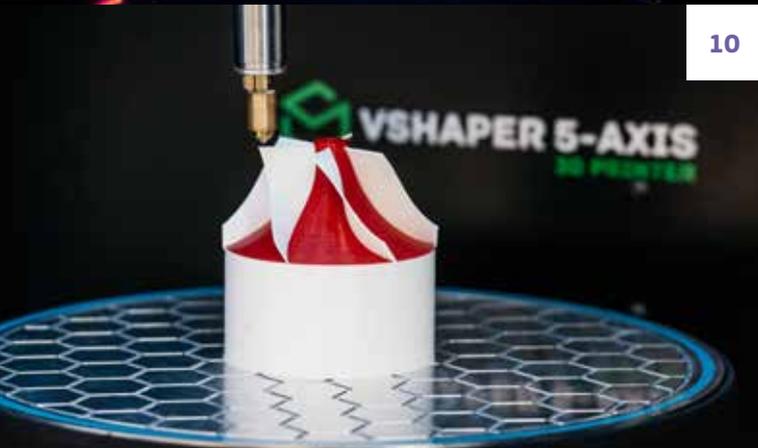
11 Développé à Varsovie, Triggo associe les meilleures caractéristiques d'une moto et d'une voiture dans un petit véhicule électrique léger, agile et économique à deux places.

12 Des ingénieurs de Cracovie utilisent les données fournies par des capteurs et la communication sans fil pour mettre au point la conduite automatisée et des systèmes de sécurité active et d'assistance au conducteur.

09



10



11



12



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2lvEHHH>

PATRIMOINE CULTUREL

Reprendre les valeurs du passé et les utiliser à l'avenir

La culture, ancrée dans le riche patrimoine et l'histoire de l'Europe, joue un rôle crucial pour stimuler et favoriser l'innovation, l'entrepreneuriat, le tourisme et l'inclusion sociale du continent. Alors que l'UE célèbre l'Année européenne du patrimoine culturel 2018, *Panorama* a sélectionné un certain nombre de projets issus de différents États membres pour illustrer comment l'investissement de l'UE ravive le passé pour servir l'avenir.

SCHWABENKINDER ABORDE UN PAN DE L'HISTOIRE AUTRICHIENNE, ALLEMANDE ET SUISSE

- Investissement total: 1 679 430 EUR
- Investissement de l'UE: 1 007 658 EUR



Un projet de coopération territoriale fait revivre un chapitre oublié de l'histoire transfrontalière qui s'est déroulé entre le 17^e et le 19^e siècle: le travail des enfants migrants. Les chercheurs ont notamment mis en place un site web, une base de données et un programme éducatif. Les nouvelles expositions et les randonnées accompagnées d'un guide attirent également les touristes.

<http://europa.eu/Wr33Kp>

PUISER DANS L'HISTOIRE BELGE AU BOIS DU CAZIER

Cet ancien charbonnage a assisté à l'un des événements les plus tragiques de l'histoire industrielle de Belgique, lorsque plusieurs centaines de mineurs ont perdu la vie dans un terrible incendie. En souvenir de ceux qui ont péri, la Région wallonne a restauré la mine et aménagé les environs pour créer un musée, des ateliers «vivants», une passerelle aérienne et un observatoire du paysage dans ce qui est devenu un site touristique prisé.

<http://europa.eu/Pj78Jd>



- Investissement total: 15 798 800 EUR
- Investissement de l'UE: 7 899 400 EUR

RÉVÉLER LES SECRETS DE LA FORTERESSE DE PERISTERA EN BULGARIE

- Investissement total: 1 524 003 EUR
- Investissement de l'UE: 179 295 EUR



Des fouilles effectuées par des archéologues ont permis de reconstituer les rouages internes de cette ancienne fortification militaire et de ce temple chrétien pour créer un site historique d'intérêt pour les habitants et les touristes. En plus de fournir un accès aux anciens sites archéologiques situés le long de la route des Rhodopes occidentales, le projet a permis de rénover la forteresse pour la transformer en parc culturel et en musée en plein air où sont exposés les objets découverts lors des fouilles.

<http://europa.eu/!uH99yP>

UNE RÉNOVATION COMPLEXE REMPORTE LE PRIX DU PATRIMOINE CULTUREL DE L'UE

En 2017, le projet Kuks-Pomegranate a remporté le prix du patrimoine culturel de l'UE, les prix Europa Nostra, pour son travail de rénovation du complexe baroque et des jardins dans la région de Hradec Kralove. Construit au début du 18^e siècle, ce site au passé fascinant, qui abritait une résidence, un hôpital et une pharmacie, est aujourd'hui un centre éducatif qui met en avant ses incroyables aspects historiques, culturels et artistiques.

<http://www.europeanheritageawards.eu/winners/baroque-complex-gardens-kuks/>



- Investissement total: 18 000 000 EUR
- Investissement de l'UE: 14 200 000 EUR

DES RÉPARATIONS OPPORTUNES POUR L'HOROLOGION D'ANDRONIC À ATHÈNES

- Investissement total: 772 481 EUR
- Investissement de l'UE: 772 481 EUR



Également connu comme la «Tour des Vents», ce monument en marbre est situé sur le versant nord de l'Acropole, et remonterait à la fin du 2^e siècle avant J.-C. Depuis 2014-2015, d'importants travaux de conservation ont été menés suite à un examen complet réalisé avec les dernières études et méthodes de recherche. Le monument et ses œuvres d'art ont été renforcés, nettoyés et restaurés, et des rampes ainsi qu'une passerelle ont été installées autour du site archéologique afin d'améliorer l'accès des visiteurs à mobilité réduite. ➤

<https://www.culture.gr/en/Information/SitePages/view.aspx?nID=1664>

FAÇONNER LA CULTURE DE LA RÉGION DU CENTRE DE LA BALTIQUE

Le projet Mid-Baltic Crafts entendait préserver la riche collection artistique et les traditions artisanales qui se transmettent le long de la frontière entre la Lettonie et la Lituanie, en plus de soutenir l'entrepreneuriat et attirer les touristes. Un réseau composé de dix centres d'artisanat, chacun consacré à une spécialisation différente, a fourni aux artisans des lieux où travailler, enseigner, apprendre, partager des expériences et organiser des ateliers et des expositions. Les visiteurs peuvent ainsi observer les artisans au travail, essayer par eux-mêmes et acheter les produits.

<http://europa.eu/!yf67tn>



■ Investissement total: 1 574 102 EUR
■ Investissement de l'UE: 1 337 986 EUR

LA CULTURE CINÉMATOGRAPHIQUE NÉERLANDAISE SOUS LES PROJECTEURS



■ Investissement total: 3 872 950 EUR
■ Investissement de l'UE: 1 471 721 EUR

Ouvert en 2012, l'Institut cinématographique EYE, situé sur le front de mer d'Amsterdam, compte désormais 1 300 m² d'espace d'exposition, quatre salles de projection modernes, un espace de jeux numérique, un autre pour des ateliers, une boutique, un bar et des espaces de travail. Ce bâtiment ultramoderne attire 700 000 visiteurs par an dans ses espaces de visionnage, d'exposition et d'événements dernier cri.

<http://europa.eu/!Yh97Mn>

LE PORTUGAL VANTE SON PROGRAMME DE RÉGÉNÉRATION URBAINE RÉCOMPENSÉ

Un programme de régénération urbaine innovant et intégré permet d'oublier le déclin architectural, culturel et social de la ville portugaise de Vila do Conde. Un des objectifs principaux du projet consistait à revaloriser le patrimoine culturel grâce à l'intégration et à la restauration de bâtiments importants du centre historique (les «pôles d'ancrage identitaire») et à leur utilisation dans des activités relevant principalement de la culture et de la créativité, en collaboration avec les principaux acteurs régionaux et locaux.

<http://europa.eu/!Vw67wR>



■ Investissement total: 18 289 329 EUR
■ Investissement de l'UE:
8 874 716 EUR – RegioStars 2012

GRANDIR ENSEMBLE GRÂCE AUX TRADITIONS RURALES À LA FRONTIÈRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ET LA SLOVAQUIE



■ Investissement total: 2 552 000 EUR
■ Investissement de l'UE: 2 169 200 EUR

La préservation des traditions populaires, des festivités rurales et des événements culturels a suscité une plus grande ferveur et a permis d'établir des partenariats entre les communautés des deux pays. En mettant l'accent sur les méthodes agricoles traditionnelles et la préparation et l'échantillonnage de produits locaux, le projet est parvenu à connecter les communautés locales avec les modes de vie traditionnels de la région. En outre, grâce à la promotion de la richesse culturelle de la région, l'initiative a attiré davantage de touristes et a stimulé l'économie locale.

<http://europa.eu/!Vq99NW>

RESTAURER LE PATRIMOINE SPIRITUEL DU MONASTÈRE DE DRAGOMIRNA EN ROUMANIE



- Investissement total: 4 631 449 EUR
- Investissement de l'UE: 4 004 569 EUR

Bien que le monastère de Dragomirna situé dans le Nord-Est de la Roumanie ait été restauré à plusieurs occasions, ces travaux ne concernaient pas les peintures et les fresques. La situation a changé entre 2010 et 2012, lorsque ce projet a restauré ces œuvres d'art au moyen de techniques très sophistiquées et de matériaux traditionnels. Les bâtiments ont également été modernisés en améliorant leur efficacité énergétique et l'infrastructure d'approvisionnement en électricité et en eau, en éclairant les installations et en réparant le toit et la charpente.

<http://europa.eu/!kf49bp>

LA RECETTE DU SUCCÈS DANS LES ÉCOLES ITALIENNES ET SLOVÈNES

Des recettes traditionnelles utilisant des produits locaux ont été servies à des élèves de neuf écoles primaires situées le long de la frontière entre l'Italie et la Slovénie. P.E.S.C.A., le projet en faveur d'une alimentation saine, a encouragé la consommation de plats locaux et traditionnels dans les cantines scolaires à travers des activités éducatives. En échangeant les bonnes pratiques et en sensibilisant sur les produits et les plats locaux, ce projet couronné de succès se poursuivra grâce à un réseau composé de douze organismes locaux implantés dans la région transfrontalière.

<http://europa.eu/!Ry96CB>



- Investissement total: 903 028 EUR
- Investissement de l'UE: 767 574 EUR

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LE TOURISME RURAL ET CULTUREL À CHYPRE

- Investissement total: 5 403 691 EUR
- Investissement de l'UE: 2 701 845 EUR



La revitalisation de Kalopanayiotis, qui domine la vallée de Marathassa dans le massif montagneux chypriote de Troodos, a permis de relancer l'économie et d'améliorer la politique sociale de la communauté rurale et de sa population vieillissante. La réparation des structures traditionnelles du village, des vieux chemins de pierre et des façades anciennes, ainsi que la rénovation de la résidence Lavrentios en centre culturel et événementiel, ont favorisé le tourisme rural dans la région, ce qui profitera non seulement aux visiteurs, mais aussi à la population locale.

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/cyprus/old-stones-and-new-life-in-kalopanayiotis

COHESIFY: donner une voix aux régions

La politique de cohésion a-t-elle un impact sur la manière dont les citoyens perçoivent et s'identifient à l'UE? Et comment la politique est-elle efficacement communiquée au public? Ces questions et d'autres ont servi de base au projet de recherche de deux ans intitulé COHESIFY, dont les derniers résultats ont été présentés aux décideurs politiques, à d'autres parties prenantes de la politique de cohésion et à des universitaires le 26 avril 2018.

Au cours des dix dernières années, nous avons assisté à un rapide déclin, et seulement à une faible augmentation, du nombre de personnes qui ont une image positive de l'Union européenne et qui ont confiance en ses institutions. Les partis populistes et anti-UE gagnent du terrain, et le Royaume-Uni a voté sa sortie de l'UE. La question qui se pose concerne la différence apportée par les politiques européennes, en particulier la politique de cohésion qui représente actuellement un tiers du budget de l'UE et qui est mise en œuvre aux niveaux local et régional. Est-ce que les citoyens pensent que les fonds structurels et d'investissement européens ont un impact majeur sur leur quotidien?

Cette question a servi de point de départ au projet COHESIFY qui s'est intéressé à la perception générale de la politique de cohésion exprimée par les citoyens. Le projet a constitué une équipe de recherche pluridisciplinaire dirigée par l'European Policies Research Centre (Université de Strathclyde, Glasgow) et composée de huit universités et deux PME. L'équipe a adopté une approche méthodologique innovante en combinant des études de cas menées dans 17 régions pilotes de 12 États membres, des entretiens et des enquêtes avec des parties prenantes, un sondage par téléphone à grande échelle de 8 500 citoyens, une analyse transnationale de la couverture des médias portant sur plus de 8 000 articles d'actualités et plus de 110 000 publications sur les réseaux sociaux, ainsi que 47 groupes d'intérêt dont 240 citoyens.

Selon le directeur du projet COHESIFY, le professeur John Bachtler, de l'Université de Strathclyde, la principale conclusion à tirer est la suivante: «Les dépenses et la communication de la politique de cohésion jouent un rôle considérable sur la manière dont les citoyens perçoivent l'UE et l'intégration européenne, et influencent la manière dont ils s'identifient à l'UE. Si les décideurs politiques de l'UE souhaitent encourager l'identification régionale et locale à l'UE, la politique de cohésion est clairement un instrument efficace à condition d'être bien communiquée.»





Que pensent les citoyens européens?

Le projet a révélé que la politique de cohésion influence les perceptions que les citoyens ont de l'UE et de l'identité européenne. «Les discussions dans des groupes d'intérêt ont montré que les citoyens de l'UE ont une connaissance implicite et superficielle de la politique de cohésion. Ils reconnaissent l'importance de la politique pour aborder les disparités régionales et améliorer la qualité de vie, mais estiment ne pas être bien informés. Ils souhaitent être mieux entendus en ce qui concerne la manière dont les fonds sont alloués ou régis dans leur région», a expliqué la Dr Andreja Pegan du Trinity College de Dublin durant l'événement final du Comité européen des régions à Bruxelles.

Alors que la politique de cohésion n'a pas souvent d'impact direct sur l'identité européenne des citoyens de l'UE, beaucoup ont soutenu les principes de cette politique (en particulier celui visant à réduire les différences en matière de développement économique). Il existe également de nombreux indices de perceptions positives de l'impact de la politique de cohésion sur le développement de la région ou de la ville d'un citoyen.

Les résultats du sondage réalisé auprès de 8 500 citoyens confirme ces conclusions, selon le gestionnaire du projet COHESIFY, le Dr Carlos Mendez de l'Université de Strathclyde. «Les citoyens ont connaissance des projets financés par le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion, et les avantages perçus dans leur quotidien et le développement de leur région contribuent considérablement à la manière dont ils s'identifient à l'UE.»

Le projet a également relevé que les perceptions de l'UE et particulièrement de la politique de cohésion sont influencées par le niveau de financement ainsi que par ses résultats et sa gestion.

Informer sur la politique de cohésion

Les résultats de COHESIFY soulignent non seulement l'importance de différencier les dépenses de l'UE au niveau régional et au niveau local, mais aussi la manière dont cette différenciation est perçue par les citoyens afin de répondre aux besoins et aux défis en matière de développement qui comptent vraiment pour eux. Pour l'instant, ils ont le sentiment de ne pas être suffisamment informés sur la politique de cohésion, et les acteurs politiques reconnaissent que la communication n'a pas été privilégiée comme il se devait. Les stratégies de communication devraient accorder une plus grande priorité à l'information des citoyens au sujet des projets de la politique de cohésion afin qu'ils puissent mieux apprécier la contribution de l'UE au développement de leur région.

Étonnamment, les chercheurs ont remarqué que les médias traditionnels (en particulier la télévision) et les panneaux font partie des outils de communication les plus efficaces. Les réseaux sociaux jouent un rôle moins important que prévu. ➤



Comment la politique de cohésion est-elle présentée dans les médias?

Une autre partie de l'étude était consacrée à la manière dont la politique de cohésion est couverte par les médias. Plus de 110 000 articles, publications et commentaires sur les réseaux sociaux ont ainsi été analysés. Comme le Dr Vasiliki Triga de l'Institut de technologie de Chypre l'a expliqué: «Les couvertures de la politique de cohésion sont généralement positives étant donné que les deux approches dominantes décrivent les effets économiques positifs de la politique de cohésion pour les États membres ainsi que son impact considérable sur la qualité de vie des citoyens.»

L'analyse a également relevé des différences territoriales. Les médias régionaux présentent la politique de cohésion de manière plus positive, notamment en termes de conséquences économiques, tandis que les médias nationaux ont tendance à cibler davantage les images négatives qui critiquent la mise en œuvre de la politique de cohésion.

COHESIFY

Durée: Février 2016 à mai 2018

Partenaire principal: Université de Strathclyde, European Policies Research Centre

Partenaires: Université d'Europe centrale (HU); Institut de technologie de Chypre; Université de technologie de Delft (NL); Old-Continent (BE); École polytechnique de Milan (IT); Regio+ (ES); Trinity College de Dublin (IE); Université de Mannheim (DE); Université de Varsovie (PL)

Programme: Programme de recherche et d'innovation Horizon2020

Financement: 2,4 millions d'EUR

Politique de cohésion après 2020

Les principales recommandations et les principaux résultats du projet COHESIFY ont été transmis aux décideurs politiques de l'UE afin d'être examinés en vue du débat sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 et le paquet législatif pour la politique de cohésion. La recherche montre que la politique de cohésion est efficace pour promouvoir une perception positive et un sentiment d'identification à l'UE, mais qu'il faut privilégier la décentralisation plutôt que la centralisation dans la gouvernance des dépenses de l'UE.

COHESIFY propose ainsi d'introduire une approche plus participative et axée sur les citoyens de la programmation et de la communication des fonds de l'UE, ce qui changerait radicalement l'attitude et la perception des Européens vis-à-vis de la politique de cohésion et de l'UE. ■

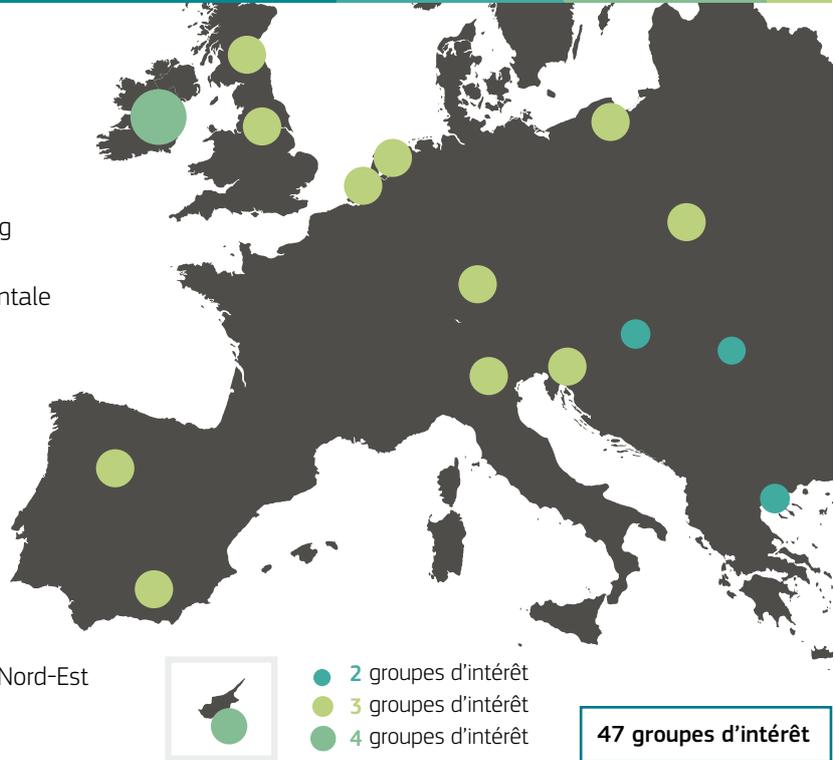
POUR EN SAVOIR PLUS

www.cohesify.eu

QUESTIONS RELATIVES AUX CONNAISSANCES DES CITOYENS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION, SON IMPACT ET SA CONTRIBUTION À L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

OÙ AVONS-NOUS POSÉ NOS QUESTIONS?

- Chypre** – Chypre
- Allemagne** – Bade-Wurtemberg
- Grèce** – Macédoine-Centrale
- Hongrie** – Transdanubie occidentale
- Irlande** – Sud et Est
- Italie** – Lombardie
- Pologne** – Basses-Carpates
- Pologne** – Poméranie
- Roumanie** – Ouest
- Slovénie** – Ouest
- Espagne** – Andalousie
- Espagne** – Castille-et-León
- Pays-Bas** – Flevoland
- Pays-Bas** – Limbourg
- Royaume-Uni** – Angleterre du Nord-Est
- Royaume-Uni** – Écosse



QUI AVONS-NOUS INTERROGÉ?

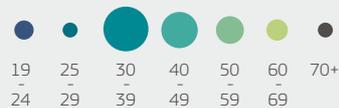
240 PARTICIPANTS



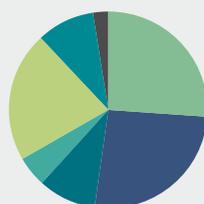
110 FEMMES



ÂGE



COMMENT AVONS-NOUS RECRUTÉ?



- Boule de neige
- Sondage des citoyens COHESIFY
- Médias sociaux
- Recruteur externe
- Sur place
- Réseau social de l'équipe de recherche
- Publicités sur les tableaux d'affichage ou dans les journaux



PROJETS

DE NOUVEAUX DISPOSITIFS ANTI-INONDATION POUR PROTÉGER VICENCE

**INVESTISSEMENT TOTAL
41 000 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
4 470 762 EUR**

Un financement du Fonds européen de développement régional a permis de mettre en place un important plan de protection contre les inondations en Vénétie, au Nord-Est de l'Italie. Suite aux graves inondations qui ont frappé la région en 2010, des travaux ont été entrepris afin de protéger la cité de Vicence et ses environs.

Le projet consistait à construire un bassin d'expansion capable de contenir 3 800 000 m³ d'eau adjacent au Timonchio à Caldogno. Dans le passé, lorsque le système fluvial local atteignait son débit de pointe, il exposait Vicence, à proximité de Padoue, et les habitants de la vallée à de graves inondations.

Le bassin retient temporairement l'eau excédentaire jusqu'à ce que la capacité du fleuve revienne à la normale. Dès que le niveau maximal est passé, un système d'évacuation permet de vider le réservoir en retournant les eaux de crue au Timonchio. Environ 85 % du volume du crue global peut ainsi être vidé en 12 heures, et 100 % en 24 heures.

Le bassin de retenue des eaux sur le Timonchio est l'élément principal d'une série d'actions destinées à protéger la région et qui, à lui seul, réduira la fréquence des inondations à Vicence de 75 %.

Suivre le mouvement

Le bassin d'expansion a été construit selon un plan visant à séparer les eaux de crue en deux zones, ce qui a permis de limiter la hauteur des berges. La longueur totale des berges longeant le bassin et divisant les deux zones de collecte s'élève à 5,2 km, tandis que le bassin dans son ensemble couvre environ 110 hectares.

Les travaux comprenaient la construction d'écluses et de conduites pour connecter les deux réservoirs et amener l'eau du Timonchio vers le bassin en amont. Deux déversoirs d'urgence ont été installés, l'un pour permettre au bassin en amont de déverser l'eau excédentaire en aval, et l'autre qui relie le bassin en aval au fleuve. En outre, plusieurs travaux de terrassement ont été réalisés pour niveler le bassin et renforcer le lit de la rivière et ses berges.

En s'appuyant sur les résultats d'une étude menée par l'Université italienne de Padoue, les travaux réalisés sur le fond du réservoir impliquaient également la construction d'une bande imperméable de 200 mètres de large derrière les berges Sud et Est du réservoir afin de limiter les infiltrations des eaux de crue dans la nappe phréatique. De plus, afin de cultiver des parties du bassin lorsqu'il n'y a pas d'inondation, le fond du réservoir a été aménagé en restaurant une couche de terre arable de 50 cm.

À l'instar du bassin de Torrente Timonchio, les travaux effectués sur le principal cours du fleuve local et ses affluents comprenaient la construction de deux systèmes de retenue des eaux de crue dans la ville de Malo. Ce projet de protection contre les inondations a été achevé en 2016 et fait partie d'un ensemble de mesures plus large d'atténuation des inondations dans la région de la Vénétie, qui comprend la construction de dix autres bassins d'expansion. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.regione.veneto.it/>

PROJETS

DE MEILLEURES CONNEXIONS FRANÇAISES GRÂCE À LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

**INVESTISSEMENT TOTAL
30 MILLIONS D'EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
8,3 MILLIONS D'EUR**

En 2013, en France, le lancement du programme OISE THD a permis à la région de développer son secteur des télécommunications en passant au haut débit, ce qui a ouvert la voie à une couverture à très haut débit pour les foyers grâce à la fibre optique.

Dans le cadre du plan Juncker pour la croissance et l'emploi, la Stratégie numérique de l'UE reconnaît que l'Europe a besoin d'un accès à l'internet rapide et ultra rapide, largement accessible et à prix concurrentiel. La France s'est engagée à couvrir l'ensemble de son territoire avec la large bande à haut débit d'ici 2023, en ciblant la technologie FTTH. L'objectif de la technologie «fibre optique jusqu'à l'abonné» consiste à améliorer les services numériques pour le consommateur en installant des réseaux de fibre optique de prochaine génération.

Situé au nord de Paris dans les Hauts-de-France, l'Oise a été l'un des premiers départements français à proposer un service universel via le programme TelOise en matière de haut débit (2004-2012). Toutefois, l'explosion des réseaux sociaux, la télévision ultra haute définition, la vidéo à la demande, les jeux en réseau, l'e-commerce et les échanges de données entre entreprises ont mis en avant le besoin urgent d'augmenter les vitesses et de proposer des connexions réseau efficaces.

Six ans d'avance sur le programme

La fibre optique permet de disposer d'un raccordement unique, sans limite de capacité, et peut supporter intégralement tous les besoins et services d'aujourd'hui et ceux prédits pour l'avenir. Le réseau FTTH repose sur une nouvelle boucle locale construite entièrement en fibre optique et sur le remplacement de la boucle du fil de cuivre du téléphone.

Au départ, le projet Oise très haut débit, qui fait partie de la stratégie territoriale pour le développement numérique, devait prendre fin en 2023. Cependant, suite à quatre périodes successives d'accélération des activités, le déploiement de la fibre optique sera terminé en 2019.

Misant sur les infrastructures existantes en matière de télécommunications, 10 000 kilomètres supplémentaires de fibre optique seront installés de manière aérienne et souterraine. Enfin, ces travaux nécessitent la construction de 300 000 prises (pour les foyers, les collectivités ou les entreprises) à un coût estimé de 30 millions d'EUR.

Contrairement à d'autres options, la technologie en fibre optique garantit une vitesse identique à tous ses abonnés, indépendamment de leur situation géographique. Elle offre des vitesses très élevées de 100 Mbps (mégabits par seconde), voire plus, ce qui est 200 fois plus efficace que l'ADSL et la technologie 4G. En raison des questions en suspens relatives à la couverture et aux tarifs, la 4G dans les zones rurales de France n'est pas encore pour demain.

Depuis 2014, 176 324 prises téléphoniques (connecteurs) ont été déployées dans l'Oise. Les 631 municipalités de la région, à l'exception de trois, ont rejoint le Syndicat mixte Oise très haut débit, qui s'appuie sur les infrastructures existantes du pays, dont France Télécom, ERDF et TelOise.

Il reste à espérer qu'en optant pour la fibre optique à très haut débit comme norme numérique pour l'avenir, le département de l'Oise sera mieux équipé pour faire face aux défis de la compétitivité et de l'attractivité, et pourra pleinement bénéficier de sa réponse proactive à la révolution numérique. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://oise-thd.fr/le-programme-thd/le-projet/>



PROJETS

UNE MAISON D'ACCUEIL POUR JEUNES HANDICAPÉS EN BULGARIE

**INVESTISSEMENT TOTAL
1 289 800 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
1 039 000 EUR**

Un complexe résidentiel de pointe dans la municipalité de Vratsa offre un cadre de vie sûr pour des enfants et des adolescents handicapés mentaux et physiques. Ces installations innovantes ont été conçues pour répondre à leurs besoins quotidiens et s'apparenter à un environnement familial.

L'objectif du projet Innovative Residential Alternatives Complex (CSIAR) consistait à favoriser une meilleure intégration sociale de jeunes atteints d'un handicap mental ou physique. Ce projet, qui fait partie du cadre stratégique global axé sur l'enfance mis en place en Bulgarie et de la stratégie des services sociaux de la ville de Vratsa, était étroitement aligné sur les objectifs fondamentaux de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant.

Un investissement considérable du Fonds européen de développement régional a permis à CSIAR de construire trois centres d'accueil de type familial ainsi qu'un refuge dans la région du Nord-Ouest de la Bulgarie. Ces centres peuvent héberger jusqu'à 50 résidents, qui peuvent profiter d'un abri et de soins dans un environnement familial conçu pour les aider à lutter contre la stigmatisation à laquelle ils sont souvent confrontés.

En choisissant d'installer le projet dans les parties les plus densément peuplées de Vratsa, les gestionnaires ont particulièrement veillé à ce que tous les aspects du logement, dont la conception des bâtiments, le paysage et les installations, soient bien adaptés pour encourager l'inclusion sociale des résidents ainsi que leur participation à la vie de la communauté.

Soins et attention

L'environnement accueillant et harmonieux mis en place a également facilité l'accès des jeunes résidents à l'éducation, à la santé et aux services sociaux, tous spécialisés et adaptés à leurs besoins.

Selon Rozalina Georgieva, la gestionnaire du projet: «Ces centres d'accueil de type familial et le refuge révolutionnent les services sociaux destinés aux enfants et aux adolescents atteints d'un handicap mental ou physique. Les deux services de logement symbolisent l'empathie et le respect de la dignité des personnes quels que soient leur origine ethnique, leur sexe, leur handicap, leur âge ou leur statut social.»

CSIAR a également relevé les objectifs d'Europe 2020 pour l'emploi. Ce projet a en effet créé 39 postes permanents ce qui a, par la suite, permis de stimuler le développement de cette région qui compte parmi les plus sous-développées d'Europe. À l'avenir, ce complexe résidentiel espère bénéficier d'une aide financière garantie, que ce soit par un financement national ou municipal. ■

PROGRAMME

8-11 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes

18-19 OCTOBRE

Sofia (BG)

7^e Forum annuel de la Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)

20-21 NOVEMBRE

Innsbruck (AT)

2^e Forum annuel de la Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Programme du site Inforegio:
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

Print: ISSN 1608-3903

PDF: ISSN 1725-8316

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en juillet 2018.

© Union européenne, 2018

Printed in Belgium

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: Professeure Valeria Nicolosi © Trinity College Dublin

Pages 3 et 4: © Union européenne

Page 6: © CMMI; © Installation i3S; © RE-CEREAL; © ASTUTE; © CNSP

Page 7: © CLIMACT; © SAVEMYBIKE; © VTT; © CEEC-Jena

Page 8: © Voivodie de Varmie-Mazurie; © Région de Moravie-Silésie; © Kastelo; © ReproUnion; © State Education Development Agency; © Région de Bruxelles-Capitale; © Sefcam

Page 9: © Gmina Czarny Dunajec; © Musée du patrimoine de Vista Alegre; © Iron Age Danube; © Nant Gwrtheyrn; © Région de Gozo

Page 10: © Union européenne

Page 18: Karin Wanngård © Peter Knutson; Iskra Mihailova

© Parlement européen

Page 19: Luc Jahier © Union européenne; Karl-Heinz Lambertz © Union européenne

Page 20: Karl-Heinz Lambertz © Union européenne; Magnus Berntsson © ARE

Page 21: © Eurocities

Page 22: Stefano Bonacini © CCRE CEMR; Eleni Marianou

© CPMR CRMP

Page 23: Leo Williams et Vito Telesca © EAPN

Page 24: Jana Hainsworth © Eurochild; Y.Vadakastanis © Forum européen des personnes handicapées

Page 25: © BusinessEurope

Page 26: A. Hunter et R. Huguénot-Noël © CPE

Page 27: © CEE Bankwatch Network

Pages 28, 29 et 30: © Union européenne

Page 32: © Thinkstock/mady70

Page 33: © Thinkstock/eyjafjallajokull

Page 36: © Portershed © iStock/SolStock; Insight © Aidan Crawley

Page 37: © Local enterprise © iStock/nd3000; aerogen © iStock/Steve Debenport

Page 38: © Adapt Centre; Connect Centre © iStock/metamorworks

Page 39: © Gouvernement d'Irlande

Pages 44 et 45: © Union européenne

Page 46: © Manu Fernandez/AP Images

Pages 47 et 48: © Associated Press

Page 49: © Ronald Zak/AP Images

Pages 50 et 51: 1, 5: Janusz Tatariewicz © Ministère des investissements et du développement économique, Pologne;

2, 4, 9, 12: Photographies fournies avec l'aimable autorisation des bénéficiaires respectifs; 3: Łukasz Matwiej © Ministère des investissements et du développement économique, Pologne;

6: Arkadiusz Ławrywianiec © Ministère des investissements et du développement économique, Pologne; 7, 10: Maciej Rałowski © Ministère des investissements et du développement économique,

Pologne; 8: Mateusz Wojtaszek © Ministère des investissements et du développement économique, Pologne; 11: Franciszek Mazur © Ministère des investissements et du développement économique, Pologne

Page 52: © Bois du Cazier © Luc Viatour (<https://Lucnix.be/>)

CC-BY-SA-3.0/CC-BY-SA-2.5

Page 53: © Forteresse de Peristera © iStock/sjhaytov; Complexe baroque et jardins à Kuks © Gabriela Čápková; Horologion

© Ministère de la culture et des sports, Grèce

Page 54: © Rūme © Kaspars Sēlis; Institut cinématographique EYE

© Jvherturn/CC-BY-SA-3.0; Vila do Conde @ iStock/THEGIFT777;

Exploitations agricoles à Mijava © Ministère de l'agriculture et du développement rural, République slovaque

Page 55: Monastère de Dragormina © Geboiu Dumitru Mihai/CC-BY-SA-3.0-RO; PESCA © iStock/DragonImages; Kalopanayiotis

© Municipalité de Nicosie

Pages 56 et 58: © Cohesify

Page 60: © Municipalité de Vicence, Italie

Page 61: © Oise Très Haut Débit (SMOHD)

Page 62: © Deyan Dimitrov

RESTEZ CONNECTÉ



[ec.europa.eu/regional_policy/
cohesiondata.ec.europa.eu](http://ec.europa.eu/regional_policy/cohesiondata.ec.europa.eu)



@EU_Regional
#CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



RegioNetwork



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/
cretu_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)
@CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Agnès Monfret
Avenue de Beaulieu 1 – 1160 Bruxelles – BELGIQUE
Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu